Lundi, 16 avril 1849. | 1re année. — N° 32.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

JOURNAL QUOTIDIEN.

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.
PARIS	24 fr.	12 fr.	6 fr.
SEINE	28 »	14 »	7 »
DÉPARTEMENTS	32 »	16 »	8 »
ÉTRANGER	40 »	20 »	10 »

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ANNONCES.

Une à neuf fois dans un mois, la ligne.	» fr. 80 c.
Dix fois dans un mois.	» — 50
Réclames.	2 — »»
Faits divers	3 — »»

Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé au Rédacteur-Gérant. — Les manuscrits déposés ne seront pas rendus

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(*Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 23 mai 1848.*)

POLITIQUE GÉNÉRALE.

PARIS, 15 AVRIL 1849.

POLITIQUE INDUSTRIELLE.

Nous avons attaqué la *Presse* sur le seul terrain où nous pouvions espérer la combattre victorieusement, sur le terrain des grands principes humanitaires, celui de la justice et de la liberté. La lutte ne pouvait être ni longue ni opiniâtre, car, bien que d'un côté nous eussions pour adversaire un des plus habiles dialecticiens de l'époque, d'un autre côté nous nous sentions appuyés par le sentiment universel des peuples, outragés dans leurs attributs les plus sacrés, poursuivis dans la revendication de leur *droit*, non pas à l'administration, mais bien à une existence libre et indépendante.

Nous croyons avoir frappé juste, il ne nous reste maintenant qu'à donner le coup de grâce et à procéder à l'autopsie du janus à face d'homme libre et de despote. Il en résultera, nous l'espérons, quelque enseignement pour le pays, que nous essayrons d'entraîner dans la voie de la solidarité des peuples, au lieu de le laisser marcher dans l'isolement chinois que rêve pour lui M. de Girardin.

Nous qualifions de *chinois* le système de la *Presse* et cela non sans raison. Jadis, M. de Girardin consacrait de longs articles au céleste empire, il en admirait l'administration et se livrait avec délices à des études approfondies sur son système gouvernemental.

En effet, la Chine a réalisé dans sa plus large acception la doctrine d'isolement du publiciste français; elle s'est isolée complètement; elle vit chez elle et pour elle; elle n'exerce aucune influence sur la politique du monde; elle produit et consomme beaucoup; elle obvie au débordement de sa population en appliquant à ses sujets les principes de Malthus, et simplifie même son administration en étendant de plus en plus l'usage du bambou. Eh bien, malgré cet exclusivisme de la Chine, si admirable aux yeux de la *Presse*, malgré la grande muraille dont la construction a coûté à son gouvernement plus qu'il n'aurait dépensé pour l'entretien d'un million de soldats mis sur le pied de guerre, ce ne sont pas les indigènes, mais les étrangers, les Tatars qui ont la haute main dans les affaires du pays, qui dictent leurs volontés au Fils de la Lune, tandis que d'autre part, l'Anglais, ce chevalier croisé de l'industrialisme, perce les armes à la main la gigantesque enceinte, et impose à deux cents millions d'hommes le choix entre la guerre et le poison.

En écartant les considérations géographiques, historiques, et celles qui constituent la différence entre les caractères des deux nations, il est incontestable que la France, si elle suivait le système d'isolement prôné par M. de Girardin, arriverait à un état semblable à celui de la Chine, et cela d'autant plus facilement qu'à l'heure qu'il est, elle ne manque ni d'ennemis acharnés de tout mouvement, ni d'ardents sectaires de Malthus. Il est vrai qu'alors même M. de Girardin trouverait des armes pour combattre son idéal, car il sait que, dans tout état mal organisé, la force est dans l'opposition; or, avant tout, il cherche à se rallier au parti de la force réelle, il lui apporte son implacable logique de thèse et d'antithèse, son extrême réserve en fait de synthèse, son silence imperturbable dès qu'il s'agit de conclure, de poser une solution, d'indiquer des moyens immédiats et pratiques pour arriver au résultat qu'il propose. C'est ainsi que dernièrement le célèbre feuilletoniste, en matière de politique, de finances et d'administration, émettait l'idée d'un congrès européen, dont la France prendrait l'initiative, et auquel les divers bombardeurs couronnés de l'Europe adhéreraient en qualité de complices.

Quatre colonnes de la *Presse*, rédigées avec le talent qu'on connaît à son rédacteur en chef, furent remplies de développements sur les conséquences de la réalisation de cette idée; M. Thiers y fut écrasé, M. Barrot rudement entamé, M. de Girardin et sa perspicacité élevés aux nues; le congrès seul fut complètement oublié, et nous n'avons jamais pu en deviner ni le personnel, ni les bases, ni les conditions. Voilà pourquoi, la première impression de cette phraséologie brillante évanouie, on se demande quel but poursuit en définitive cet homme qui, mieux que personne, a su approfondir la valeur réelle des partis et la force des divers éléments de la nation. En effet, remarquons que, pour répondre à cette question, il ne suffit pas de constater ce que la *Presse* s'efforce chaque jour de prouver, à savoir : que la patrie n'est rien autre qu'une société commerciale où tout serait à vendre et à acheter, même les consciences, et dont il s'agirait seulement de déterminer les conditions les plus avantageuses pour les actionnaires; mais il faut encore trouver la forme préférable aux yeux de M. de Girardin, celle, par exemple, de la *commandite* dont la raison sociale devrait être un roi, expression la plus exacte de l'industrialisme, comme l'était Louis-Philippe, ou bien celle d'une société *anonyme* républicaine, où, grâce à la participation active de tous les éléments nationaux, la boutique pourrait bien un jour être envahie par des idées improductives d'honneur, de dignité, de gloire et de vrai intérêt populaire.

Une fois placés sur ce terrain, nous pouvons hardiment nous adresser cette question : est-ce l'établissement de la République que poursuit M. de Girardin ?

Au premier abord, on pourrait presque le supposer, car il faut avouer que la *Presse* ne tient guère, ni aux opinions moisies des légitimistes, ni au royalisme borné des *Débats* ou du *Constitutionnel*. M. de Girardin sait trop bien qu'un journal n'exerce son influence qu'autant qu'il n'impose pas ses opinions au pays, mais bien qu'il reflète fidèlement celles de la nation. Or, indépendamment des opinions, deux camps se partagent le pays, le camp de l'action instantanée et celui d'une résistance négative; tous les deux ont leur drapeau, mais le premier agit, l'autre proteste et tâche de paralyser, par son inertie, les actes de ses adversaires. Toutefois, le premier, par la conséquence même de son action journalière, s'absorbe dans la lutte avec l'actualité, et n'a guère le temps de pousser à la réalisation immédiate de son idée fondamentale.

Certaines fractions de ce parti travaillent sans doute pour le compte de la monarchie; néanmoins, elles ne se hasardent pas à appeler aujourd'hui ni *l'enfant du miracle*, ni le comte de Paris; aussi la *Presse*, qui représente l'actualité matérielle par excellence, s'engage-t-elle avec toute son énergie dans cette lutte d'événements journaliers, sans pour cela déterminer son but définitif, sans laisser entrevoir le fond intime de sa pensée, en un mot, sans se compromettre, car elle sait qu'il ne faut pas oublier la part de l'imprévu, la part des circonstances par lesquelles le hasard se plaît à déjouer les calculs les plus habiles. Relativement donc aux organes de la monarchie, du droit divin ou de la régence, on pourrait dire que M. de Girardin appuie la République, attendu le désaccord qui règne entre le rédacteur de la *Presse* et ceux des *Débats* ou de l'*Opinion*.

Ce but, poursuivi par M. de Girardin, nous paraîtra tout autre si nous venons à soumettre sa conduite politique à la méthode d'affirmation; c'est-à-dire si, sans prendre garde aux développements partiels de la *Presse*, nous pénétrons à la source des opinions qu'elle propage.

Nous verrons d'abord M. de Girardin, non-seulement faisant de l'opposition, mais animé de la haine la plus violente contre tous les hommes du parti républicain.

Bien avant la révolution, le rédacteur de la *Presse*, secondé par la fatalité, tue Armand Carrel; il combat avec acharnement le *National*, alors que le *National* méritait encore quelque estime de la part des hommes de conscience; il appuie le cabinet Guizot jusqu'au moment où, prévoyant la chûte de la monarchie, il lui présente d'une main amie une coupe mortelle pour les dynasties : il lui conseille l'abdication. La Révolution de février éclate; il élève aux nues Lamartine, ce poétique Saturne de la République; il se prosterne devant la force, devant le Peuple, tout en s'efforçant d'étouffer en lui l'enthousiasme, l'élan, le désir d'une action européenne digne du grand nom de la France; il paralyse toutes les mesures révolutionnaires; il lance *une idée par jour*, un dard empoisonné contre les peuples; il s'acharne contre Ledru-Rollin; il ne pardonne même pas au général Cavaignac qui, cependant, de la République ne voulait que le nom et la forme.

En attendant, il sonde l'opinion du pays, il fouille les consciences des citoyens, il voit que le culte de la matière, que l'intérêt, le calcul, reviennent victorieux à la charge contre l'idée; en Jérémie de la politique philippiste, il pleure sur les bienfaits perdus de la monarchie, il réveille les souvenirs de la bienfaisance royale, de la conduite des princes, il insère nonchalamment une correspondance de M. de Joinville, pour tâcher d'attendrir le pays sur le sort du vainqueur de Mogador. La jérémiade finie, il rentre dans sa réserve, et nous ne voyons plus reparaître le nom des d'Orléans dans les colonnes de la *Presse*.

En revanche, M. de Girardin se met à attaquer vigoureusement la commission exécutive, il est le premier à reconnaître que la force du ministère Cavaignac n'est que fictive; et le voilà démolissant, démolissant, car il est incontestable que tout ministère, tout homme du pouvoir combattu par M. de Girardin n'a plus de conditions de vitalité, qu'il est à la veille de sa chûte, témoin l'ex-roi lui-même, l'homme le plus confiant dans les ressources de son propre esprit et qui n'a consenti à abdiquer que par suite des conseils du rédacteur de la *Presse*.

La commission exécutive a été sans doute fortement ébranlée par les attaques de la *Presse*, mais ici d'autres motifs plus personnels encore que politiques ont dicté à M. de Girardin son plan de conduite. Le champion de l'esclavage au dehors, le défenseur le plus zélé de tous les despotes en Europe, s'est vu tout à coup transféré dans une cellule de la Conciergerie. L'avenir nous apprendra sans doute un jour les vrais motifs de cette arrestation; en attendant, M. de Girardin fut tellement sensible à cette atteinte à sa liberté, que pour s'en venger il n'hésita pas à fouiller les tombeaux, à frapper son adversaire jusque dans la mémoire et l'honneur de son père, lui qui, au besoin, se chargerait d'aiguiser le glaive de Radetzki ou la hache de l'empereur Nicolas.

Cependant l'élection du 10 décembre approchait; M. de Girardin prévoyait que la majorité du pays se déclarerait pour un nouveau personnage politique; ce qu'il résolut dans cette occurrence, et quel fut son plan de conduite pour arriver à son but déterminé à l'avenir d'une manière invariable, c'est ce que nous dévoilerons dans notre prochain article.

L'Italie et la réaction.

Depuis quelques jours, il y a recrudescence d'injures contre l'Italie de la part de la presse réactionnaire. A en croire certaines feuilles rétrogrades, les Italiens sont le dernier peuple de l'Europe, et ils méritent, par cela même, de rester indéfiniment sous le double joug de leurs princes et de l'envahisseur étranger. En attendant qu'une histoire détaillée des événements de ces quinze derniers mois vienne faire justice des lâches calomnies de la presse royaliste, il est bon, dès à présent, de rappeler brièvement les principaux faits de cette période mémorable.

Et d'abord, avons-nous besoin de raconter la glorieuse insurrection de Florence, insurrection dont l'influence fut si grande en Italie, et qui, retentissant aussi en deçà des Alpes, ne fut pas le dernier stimulant de la Révolution de Février? En quelques jours, un peuple presque désarmé réussi à se débarrasser d'une nombreuse garnison, et rejeta bientôt à la mer le corps de troupes envoyé de Naples par Ferdinand II, afin de le replacer sous le joug. Mais rien n'est comparable à l'héroïque soulèvement de Milan. La population de cette ville n'avait que trois ou quatre cents fusils tout au plus quand la révolution commença. C'était le 17 mars 1848. Le 22 du même mois, les Autrichiens quittaient Milan en fuyant, bien qu'ils eussent soixante pièces d'artillerie, et qu'ils fussent commandés par ce même Radetzki dont les journaux de la réaction font aujourd'hui un héros.

Si la révolution de Venise coûta moins d'efforts, elle n'en fut pas moins admirable d'élan et d'unanimité. Nous dirons même qu'il suffit de l'attitude énergique et de la volonté ferme montrées par le peuple de Venise tout entier, pour que les Autrichiens se résignassent à sortir de la ville sans combattre. A la nouvelle des insurrections victorieuses de Milan et de Venise, presque toutes les villes du royaume lombardo-vénitien se levèrent subitement, et chassèrent l'étranger de leur sein, en faisant preuve à la fois d'une sublime générosité envers les vaincus, au moment

---

FEUILLETON DE LA TRIBUNE DES PEUPLES

DU 16 AVRIL 1849.

L'HOMME RELIGIEUX RÉFORMATEUR.

(SUITE ET FIN.)

Il suffit que quelque chose nous manque, pour que nous en ayons absolument besoin. Il suffit que quelqu'un ait cette chose pour qu'elle nous paraisse indispensable, comme notre pain quotidien.

Nous venons de parler des repas et du pain quotidien. Nous touchons là à une grande question et même, pour beaucoup de gens, la question stomachique est une question capitale. On se figurerait difficilement tout ce dont un estomac civilisé a besoin, tout ce qu'il exige, tout ce qu'il rêve. Il faut avoir vécu en société d'estomacs savans pour savoir combien ils sont capricieux et ambitieux.

Ce qui caractérise l'ambition, c'est qu'elle se sert de tout le monde, sans se déranger jamais pour servir qui que ce soit.

L'estomac, c'est le véritable symbole de l'ambition moderne. Ce n'est pas sans raison qu'on a l'habitude d'appeler cette partie de la chambre qui vote toujours avec le ministère, l'*estomac de la chambre*, ou, pour employer le mot propre, le *ventre*, et les députés qui représentent le mieux le système actuel, les *ventrus*.

Vivre pour son estomac, c'est vivre pour soi et chez soi... — L'estomac est ennemi de toute espèce d'intervention.

Si vous avez un ami occupé à nourrir et à développer cet organe-là, n'espérez pas qu'il intervienne jamais dans vos affaires pour payer, par exemple, un dîner. Il est tant occupé de ses affaires intérieures! Plus il prospère et plus il craint de perdre son bien-être. Il finit par regarder son pays et l'humanité comme un plat qu'il est destiné à manger. Il est l'ennemi naturel de tout ce qui est mangeable, c'est-à-dire de tout travailleur. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'en le dévorant il le trouve de mauvais goût ; car y a-t-il quelque chose de plus mauvais goût et de plus mauvais genre que le travail ?

Comme notre système est de tous points opposé à celui des estomacs savants, y compris les ventrus ministériels et les majorités des Chambres, nous raisonnons ainsi :

Le bon genre suppose de l'aisance : or, le moyen le plus facile d'être toujours à son aise, c'est d'avoir peu de besoins. Le bon genre implique de belles et grandes manières : Eh bien ! on est beau et grand quand on domine avec force et calme les difficultés de sa position habituelle et les événements imprévus.

Un travailleur se suffit à lui-même et il est presque toujours en état d'aider ses camarades. Le geste de celui qui donne est sans contredit plus élégant que celui d'un solliciteur d'aumône. Voir une pauvreté qui devient une bienfaitrice, n'est-ce pas merveilleux ? Par conséquent, un pauvre homme laborieux et économe est à nos yeux un homme élégant, un merveilleux.

Mon système a ses dangers, c'est un système rationaliste; mais du rationalisme à l'absurdité il n'y a qu'un pas, et le socialisme touche immédiatement au pédantisme.

Un isolement par trop absolu des devoirs sociaux pourrait bien aboutir à la prison cellulaire ou même au suicide. Je ne conseille à personne de se poser en Mont-Blanc, en face de la société, de dire, par exemple : « Non, non, je » n'aurai plus de relations qu'avec ceux qui seront à la » hauteur de ma vertu. Je n'accepterai de rosée nourricière » que celle qui tombe d'en haut ; et je ne m'entourerai que » d'une atmosphère pure. » Un tel homme, Mont-Blanc d'élevation et de vertu, serait dans son manger, son boire et son toucher, plus scrupuleux qu'un rabin de la loi talmudique.

Qui de nous oserait prétendre à une vertu aussi granitique, à une société aussi cabalistique ? Ce n'est pas moi assurément, ni vous non plus, je l'espère.

Cependant, tout en nous déclarant incapables de hautes spéculations philosophiques, rien n'empêche que nous ne fassions chaque jour tout bonnement et tout simplement notre examen de conscience socialiste : avons-nous payé aujourd'hui le pain qui nourrit notre individu par un travail profitable à la société ? Les forces que nous avons dépensées sont-elles en proportion de la récompense que nous avons obtenue, ou que nous croyons devoir exiger ? Notre journée comptera-t-elle dans l'histoire de l'année politique et sociale de notre pays ?

Ce sont là des cas de conscience, que nous ne trouvons pas dans les vieux livres de piété. Chacun, jusqu'ici, cherchait individuellement son sentier de salut. Aujourd'hui la société entière est appelée à construire des chemins pour le commun des voyageurs.

Chaque voyageur est tenu, en conscience, de travailler chaque jour au terrassement, à la pose des rails, etc., à moins qu'il n'arrive avec de l'argent pour payer sa place. Cet argent-là, il faut le gagner aussi par le travail.

Nous avons parlé de l'argent, des chemins de fer, et encore de l'argent pour gagner la bienveillance de notre auditoire et le préparer, par cet exorde matériel, à ce qu'il y aura de choquant, d'extravagant et d'idéal dans notre péroraison.

Nous arrivons à l'idée. Oui, le malaise général dont nous souffrons tous n'est qu'un appel à une vie nouvelle. Il n'y a pas de vie nouvelle sans un principe nouveau, animé d'une force nouvelle. Principe et force réunis, c'est ce qu'on appelle l'IDÉE. Le monde a besoin d'une idée nouvelle sociale. Les conditions de notre vie de ménage, les lois qui régissent la famille et la propriété ne sont qu'autant d'articles de la constitution sociale.

Citoyens de la vieille société, nous sommes appelés de par Dieu à nous former en assemblée constituante du monde nouveau. Il s'agit de réviser le code social tout entier, chapitre par chapitre et nommément : Ferme, école primaire, boutique, mariage, banque, etc. La discussion de chaque article suppose des études spéciales et la nécessité de prendre connaissance des précédents, de consulter les archives.

En notre qualité d'hommes nouveaux, nous n'avons pas d'autres précédents que les vicissitudes de notre vie, ni d'autres archives que notre âme et notre conscience.

Législateurs, ils ne nous suffit pas de sanctionner la société existante comme parfaitement convenable à tous ceux qui y ont été admis comme membres. Il faut savoir si elle convient également à ceux qui y entrent maintenant ou qui y seront reçus après nous.

L'homme vieillit, s'affaisse et meurt. Les sociétés partagent les destinées des individus. Ainsi, chacun de nous, en entrant dans la grande société humaine, naît révolutionnaire et réformateur. Héritier du patrimoine commun, il doit y améliorer ce qui a été endommagé, restaurer ce qui tombe en ruines, c'est-à-dire améliorer le moral et restaurer la vérité. Tout cela doit être notre travail de chaque jour.

Imitons notre mère, la nature. Elle ne cesse pas de veiller sur nous tous avec un amour toujours égal. Elle ne se fatique jamais. Elle ne s'endort pas. Chaque matin elle reparaît dans un jour nouveau, et les battements de notre cœur témoignent de la vie qu'elle nous communique à chaque instant.

Comment l'homme, dans ses actions, peut-il imiter la nature ? C'est en ne produisant que des actions conformes à leurs principes.

La nature est toujours vraie. L'homme vrai est celui qui se montre ce qu'il est. L'homme franc est celui qui s'est affranchi du joug des opinions d'autrui. Pour être franc, il faut avoir vaincu le monde. Laissez tout le monde avoir raison contre vous, pourvu que vous n'ayez pas tort envers votre conscience.

On conviendra qu'il n'y a au monde rien de plus périlleux que de lutter contre tout le monde : Toutefois, à chaque moment, nous pouvons invoquer le secours, de qui, s'il vous plaît ? — De nous-mêmes, c'est-à-dire le secours du Dieu qui réside dans chacun de nous. Et si notre individualité tombe victime, sacrifiée au bien universel, elle mourra couronnée de fleurs, et sa vie partielle montera, comme un encens, vers le Saint des Saints.

Le seul appui sur lequel puisse compter un homme religieux et en même temps réformateur, la seule force mo-

(1) Voir le numéro du 8 avril.

même où les plus horribles cruautés étaient commises par les troupes de Radetzki pendant leur fuite de Milan! Mais voilà que la guerre des armées succéda à celle faite au son du tocsin, et les combats les plus honorables pour nos armes eurent lieu depuis le 8 avril, jour de la brillante affaire du pont de Goïto, jusqu'aux sanglantes journées des 24, 25 et 26 juillet, pendant lesquelles 25,000 des nôtres tinrent tête à plus de 50,000 Autrichiens, et parvinrent enfin à se retirer sans laisser dans les mains de l'ennemi ni un drapeau ni un canon! Il est à remarquer, en outre, que, durant la campagne de l'année dernière, les troupes, et surtout les volontaires de l'Italie tout entière, se mesurèrent glorieusement avec les Autrichiens; car, tandis que les Toscans et le 10e de ligne napolitain soutenaient une lutte héroïque à Curtatone contre les troupes de Radetzki, quatre fois plus nombreuses, les volontaires lombards défendaient seuls les défilés du Tyrol, empêchant ainsi les Autrichiens de prendre en flanc l'armée sarde, et les volontaires romains, si calomniés depuis, repoussaient deux fois de Vicence des masses de Croates, après avoir combattu vaillamment à Cornuda et à Trévise à côté des Siciliens commandés par La Masa.

Presqu'en même temps, le 15 mai, une poignée d'hommes intrépides luttaient à Naples pendant huit heures contre les régiments suisses, secondés par la garnison tout entière, et appuyés par les quatre châteaux forts qui dominent la ville. Puis, l'insurrection étouffée à Naples se ranimait dans les Calabres, et Ferdinand II était obligé de diriger la moitié de son armée sur cette partie du royaume. Le 27 juin, un combat acharné avait lieu entre les Calabrais et les troupes du général Nunziante. D'un côté il y avait 350 hommes armés de fusils de chasse, de l'autre 2,000 soldats appuyés par quatre pièces de campagne. Cette lutte entre des forces si inégales dura toute la journée, et le soir 266 hommes manquèrent à l'appel au quartier général de Nunziante.

Après le honteux armistice Salasco, la petite place d'Osopo opposa une longue résistance aux attaques réitérées de l'ennemi, et ne se rendit qu'après avoir épuisé jusqu'à son dernier boulet et son dernier grain de poudre. Quelques jours auparavant le peuple de Bologne avait forcé le général Welden à s'enfuir précipitamment, malgré ses canons et ses fusées à la congrève! Est-il nécessaire, après cela, de rappeler la belle conduite des Vénitiens depuis le fatal armistice du 5 août, ainsi que le brillant fait d'armes du 27 octobre, où des soldats napolitains rachetèrent noblement le déshonneur de la guerre fratricide portée à Messine par les satellites de Ferdinand, et laquelle, il faut le dire, fut signalée par des prodiges de valeur qui furent opérés également des deux parts.

Les événemens de cette année sont trop présent à l'esprit de tous pour qu'il soit besoin d'en faire ressortir la portée. Aussi nous contenterons-nous de dire qu'un pays qui compte des villes telles que Cazale, Brescia et Gênes, renferme assurément assez de sève généreuse pour devoir se relever tôt ou tard de sa défaite. Il ne faut que deux choses à l'Italie : l'organisation des forces et la réunion des efforts. Mais pourrait-elle accomplir cette double tâche en présence de la royauté, c'est-à-dire de l'amie, de l'alliée naturelle de l'Autriche? Et l'histoire douloureuse de ces derniers temps n'est-elle pas là pour lui dire où est la source unique de ses maux, et d'où peut venir son salut?

J. RICCIARDI.

Le *Constitutionnel* d'aujourd'hui fait savoir au public qu'il existe deux partis à Gênes : l'un celui des honnêtes gens, c'est-à-dire des réactionnaires; l'autre, celui des fanatiques et des criminels, c'est-à-dire, des vrais patriotes préférant la mort à la perte de leur liberté.

Le *Constitutionnel* se trompe.

Il n'y a qu'un parti à Gênes, celui des hommes aimant l'honneur, la liberté de leur patrie, avant toute chose. Les quelques individus qui se tiennent en dehors de ce grand parti national sont de cette triste catégorie de l'espèce humaine qui de l'homme n'ont que les instincts grossiers, qui font passer les intérêts matériels avant les satisfactions morales.

Ces hommes forment en effet un parti à Gênes, que le *Constitutionnel* qualifie de *parti des honnêtes gens*, et que nous connaissons en France depuis longtemps sous le nom *de satisfaits de Waterloo.*

C'est ce même parti qui se cache au moment du péril, et qui, lorsque le calme est revenu, mine sourdement la société jusqu'à ce qu'elle lui soit livrée à discrétion.

C'est ce parti encore qui, lorsqu'une nation est en danger, s'efforce de désorganiser la défense et qui, après la défaite, comme un vampire, se rue sur les Peuples vaincus et s'engraisse du sang des nations.

En un mot, le parti des honnêtes gens du *Constitutionnel*, à Gênes, est le même parti dont les hommes, à Paris, jouaient à la hausse lorsque la France succombait sous les efforts des rois coalisés, tandis que leurs femmes préparaient leurs plus agréables sourires pour les prostituer aux cosaques du Don.

Nous lisons dans le *Moniteur* :

« Le gouvernement a reçu aujourd'hui une dépêche télégraphique partie de Turin le 12 et de Lyon le 14, qui annonce que la soumission de Gênes est complète. »

Pour que cette nouvelle soit *matériellement* exacte, il faudrait que les Génois eussent capitulé le 11 au soir. Dans ce cas, nous demandons comment une nouvelle de cette importance n'est pas parvenue au gouvernement par la voie de Nice?

En effet, la nouvelle de la reddition de Gênes a dû être connue à Nice en même temps qu'à Turin, si ce n'est auparavant. De Nice une dépêche parvient en peu d'heures à Antibes. De cette dernière ville à Paris, le télégraphe ne rencontre pas d'obstacles. Nous demandons comment il se fait que le *Moniteur* ne donne qu'aujourd'hui 15 une nouvelle qui, si elle est exacte, pouvait matériellement être connue du gouvernement dès le 13.

Si le fait de la reddition de Gênes est vrai, il a donc été caché pendant trente-six heures, pourquoi?

Comme nous ne trouvons à cette question aucune réponse acceptable, nous préférons croire que la dépêche de Turin, du 12 avril, est tout aussi conforme à la vérité que cette autre dépêche, partie de la même ville, il y a quelques jours, pour nous annoncer la même chose.

Il est bien entendu que dans notre appréciation, nous ne tenons aucun compte des affirmations de la *Patrie*, qui depuis trois jours annonce chaque soir la chute de la cité génoise. En effet, comment croire que M. Léon Faucher ait refusé la communication d'une dépêche au *Moniteur* et qu'il l'ait livrée à la *Patrie*?

De notre côté nous n'avons reçu d'Italie aucune lettre faisant pressentir ce qu'avance le *Moniteur*. Loin de là, des lettres que nous recevons de Marseille nous disent que le combat a recommencé entre les Génois et Della Marmora aussitôt après l'expiration de l'armistice. Or, cet armistice finissait le 11, jour où, d'après le *Moniteur*, Gênes aurait capitulé.

SOUSCRIPTION POUR LES RÉFUGIÉS ITALIENS VICTIMES DES DERNIERS ÉVÉNEMENTS.

Notre appel a été entendu. Déjà plusieurs citoyens sont venus nous apporter leurs témoignages de sympathie pour la cause italienne. Nous attendons des journaux démocratiques l'appui de leur publicité. Il faut que l'Italie sache bien que si le ministère français l'abandonne et trahit la cause des peuples, celle de la France; la France, elle, n'entend pas suivre le ministère dans cette voie de honte où s'est perdu Louis-Philippe.

En attendant que nous puissions faire autre chose pour l'Italie, donnons au moins du pain à ceux de ses enfants que les succès de l'Autrichien forcent à chercher un asile momentané sur le sol français.

Nous publierons demain la première liste de souscription.

Nous n'avons pas encore reçu de détails sur les combats mémorables qui ont été livrés les 5, 6 et 7 avril entre l'armée autrichienne et l'armée hongroise. Il est, par conséquent, difficile d'en embrasser l'ensemble. L'armée impériale s'étendait, à ce qu'il paraît, de Waitzen, par Godello, Hatvan, jusqu'à Czegled. Son aile droite était commandée par le général Schlick, arrivé de Waitzen, le gros de l'armée, à la tête duquel était le maréchal Windischgraetz lui-même, se trouvait à Hatvan; l'aile droite occupait les positions de Czegled sous les ordres du ban Jellachich. L'armée hongroise, sous les ordres de Dembinski, général en chef, s'avançait lentement de la Theiss et était arrivée à deux milles de Pesth. Dembinski opposa alors au ban, près de Czegled, une force peu considérable qui commença le combat près de Jaszbereny le 4 avril, mais, numériquement inférieure, elle se retira. Jellachich se mit à poursuivre les Hongrois, et par suite d'une manœuvre exécutée avec beaucoup d'habileté par Dembinski, le Ban fut coupé du gros de l'armée. Il ne lui resta qu'à se retirer vers la partie méridionale de la Hongrie et à se joindre aux Austro-Serbes. Dans le même temps, Dembinski ordonnait une attaque générale contre le quartier-général des Autrichiens, à Hatvan, et contre l'aile gauche du général Schlick. Le combat dura pendant les journées des 5 et 6 avril, et eut pour résultat la retraite de l'armée autrichienne sous les murs de Pesth. L'aile gauche du général Schlick a dû être aussi coupée du gros de l'armée. Le général Schlick sera obligé de se replier sur les comitats du nord, si ses détachements dispersés parviennent à se réunir. Le bulletin officiel autrichien appelle cette défaite une grande reconnaissance.

On dit qu'un courrier arrivé de Saint-Pétersbourg à Berlin a apporté une déclaration de l'autocrate d'après laquelle la Russie n'empêchera en rien l'Allemagne de s'organiser et n'y interviendra qu'au cas où les Allemands proclameraient la République. D'après la même déclaration, la Russie s'abstiendrait de secourir les Danois.

TRIBUNE DES PEUPLES.

FRANCE.

ACTES OFFICIELS.

Le *Moniteur* contient aujourd'hui, dans sa partie officielle, un arrêté du président de la République, en date du 13 avril, qui contient diverses nominations judiciaires, et lève la suspension prononcée contre M. Vignaux, juge de paix.

Les Revenants.

Lorsque le vent de Février vint à passer sur la France, tous les cœurs se remplirent d'un bien-être expansif; chacun pressentait l'approche du printemps; la sève de l'idée régénératrice allait enfin circuler libre de ses entraves; le Peuple avait rompu d'une main dégagée les liens de l'égoïsme qui l'opprimait d'en haut; les poings qui lui serraient la gorge avaient fini par lâcher prise; il aspirait à pleins poumons l'air pur de l'espérance; le sang de ses veines ne devait plus désormais s'extravaser en fiel, car le souffle du mépris avait balayé, comme feuilles sèches, les ingratitudes dynastiques, les jongleries ministérielles, les bassesses savantes, les trahisons fardées et les platitudes des courtisans; le Peuple avait, pour toute vengeance, infligé à ses gouvernants le châtiment de sa clémence dédaigneuse; il s'était contenté de montrer la porte aux vendeurs du temple, et ceux-ci, tout effarés, s'étaient rués hors du pays, portant à l'étranger leur front sans honneur et leurs ambitions dépossédées.

Cependant la France, sans regarder en arrière, marchait à l'avenir, les yeux fixés sur la devise trinitaire de son programme évangélique.

Mais elle oubliait que la corruption avait jeté ses semences, et dès qu'elle voulut aller en avant ses pieds s'embarrassèrent aux ronces du chemin.

Les jours présents l'ont surprise luttant contre les difficultés de la marche.

Or, voyant la France ainsi empêchée, les plus timides adversaires de l'idée nationale ont repris du cœur; les fuyards ont crié : à la *rescousse*.

Il restait peut-être encore quelque bout d'os à ronger, et leurs appétits sont entrés en émoi. Aussi, depuis quelque temps, les journaux sont maculés de noms dont la dissonnance étonne l'oreille des républicains. On interroge la date du journal, croyant à une méprise; la date répond formellement; et l'on se demande alors d'où surgissent ces apparitions sans passeport.

Que nous veulent, en effet, ces gens d'une autre époque? Viennent-ils nous ressasser encore les vieilleries de leurs doctrines?... Dans quel but leur pâleur de trépassés veut-elle se donner en spectacle?...

Oh! mais songez-y bien, messieurs les revenants, depuis longtemps vous n'existez plus, et nous avons entre les mains votre acte de décès; il est écrit avec le sang du peuple...— Alors, à quoi bon toutes vos feintes?..... répondez, n'entendez-vous pas le bruit sonnant creux du squelette de vos idées traînées aux gémonies?.....

Serait-ce que vous voudriez faciliter au présent l'inventaire si triste de ses vieux jours, et lui faire passer une revue définitive de vos impuissances?...— ne voyez-vous pas que la France veut dépouiller le vieil homme?... allez... vos défroques ne sont plus de mode, et, sur ma foi, vous êtes couverts de fange et vous sentez mauvais!...

Vous vous êtes faits bien braves depuis le jour tardif où le pays indigné vous pourchassait à coups de pied. Se peut-il que vous ayez oublié sitôt la lâcheté de vos actes, vos folles dilapidations, vos concessions criminelles, vos complaisances vénales, et toutes les dates sinistres qui jalonnent votre passé, et qui sont le procès-verbal de nos humiliations! Que venez-vous chercher encore, incorrigibles que vous êtes? Eh! mais, depuis quinze ans, nos bras se sont lassés à flageller vos hontes! Nôtre besogne est faite. Rentrez donc dans vos sépulcres, fantômes impurs!.. Je vous dis *que vous êtes morts*!

ANGE PECHMEJA.

Nous lisons dans la *Patrie* :

« *On annonce* comme devant être très-prochain le départ du général Oudinot, pour aller prendre à Toulon le commandement de l'expédition projetée de Civita-Vecchia.

On annonce, est fort bon : lisez *nous esperons*. En effet, la *Patrie* se fait annoncer ce qu'elle espère! c'est-à-dire la coalition de la France avec l'Autriche pour égorger la liberté italienne.

Voici la liste des pensions de la pairie inscrites au trésor à la date 1er mars 1849. Les parties prenantes sont des anciens sénateurs, anciens pairs et veuves ou enfants de sénateurs ou de pairs. Nos lecteurs remarqueront sur cette liste plus d'un nom qu'on ne peut prononcer sans faire un douloureux retour vers les souvenirs de 1814 et 1815. Ce sont ces pensions que M. Lherbette voulait, avec raison, faire rayer du budget :

PENSIONS DE LA PATRIE INSCRITES AU TRÉSOR A LA DATE DU 1er MARS 1849.

Nos des inscriptions.	ANCIENS SÉNATEURS ET PAIRS.	
73.	De Jaucourt (François).	24,000
96.	Lemercier (Louis-Nicolas)	24,000
115.	Doulcet de Pontécoulant (Louis-Gustave). .	24,000
	ANCIENS PAIRS, FILS DE SÉNATEURS.	
1.	D'Abboville (Alph.-Gabriel).	12,000
36.	Cholet (Jules).	12,000
14.	Boissy-d'Anglas (François	12,000
48.	D'Hédouville (Ch.-Théod.-Ernest). . . .	12,000
70.	D'Haubersaërt (Alex.-Florent-Joseph). . .	12,000
72.	Herwin de Nevèle (Nap.-Pierre-Marie). . .	12,000
82.	Lanjuinais (Paul-Eugène).	12,000
83.	Laplace (Ch.-Eugène-Pierre-Joseph). . .	12,000
130.	De Richebourg (Jean-Bapt.) Porlier. . . .	12,000
	La pension est suspendue, le titulaire jouissant d'un traitement sur le budget de la guerre.	
145.	De Tascher (Jean-Samuel-Ferdinand). . .	12,000
155.	Curial (Nap.-Joseph	10,000
157.	De la Bonninière de Beaumont Louis-Nap.)	10,000
158.	De Ségur (Henry-Raymond-Eugène). . .	10,000
160.	De Latour-Maubourg de Fay (Juste-Pierre-Florimond)	10,000
	Le paiement de cette pension est suspendu, le titulaire recevant un traitement sur le budget de la guerre.	
	ANCIENS PAIRS.	
6.	D'Argout (Antoine-Maurice-Apollinaire). .	12,000
9.	De Barante (Aimable-Guillaume) et Brugière Prosper).	10,000
	Le traitement est suspendu; le titulaire reçoit un traitement sur le budget de la guerre.	
28.	De Cayla (Achille-Pierre-Ant), et de Borchi.	10,000
52.	Dijeon (Arm.-Sidouin-Ch.-Alexandre). . .	12,000
53.	Dode de la Brunerie (Guillaume). . . .	12,000
54.	Dubouchage (Gabriel).	12,000
55.	Dubreton (Jean-Louis	12,000
84.	De la Roche-Aymon (Ch.-Etienne-Paul.) .	15,000
93.	De Lauriston-Law (Aug.-Jean-Alexandre).	12,000
106.	Molitor (Gabriel-Jean-Joseph).	12,000
	Le traitement est suspendu, le titulaire ayant un traitement sur le budget de la Légion-d'Honneur.	
107.	Mollien (Nicolas-François)	10,000
117.	De Noë (Louis-Pantaléon-Jules-Amédée). .	12,000
124.	Portalis (Jean-Marie).	12,000
131.	De Richelieu (Arm.-Fr.), Odet de Jumilhac.	12,000
136.	De Saint-Simon (Henri-Jean-Victor.). . .	12,000
150.	De Vaudreuil (Alfred), de Rigaud (Charles-Philippe-Louis-Joseph	10,000
	VEUVES D'ANCIENS SÉNATEURS.	
9.	D'Aguesseau, née Marie-Cath. de Lamoignon.	6,000
10.	De Beauharnais, née Suzanne-Elisab.-Sophie Fortin.	6,000
13.	De Boissy-d'Anglas, née Françoise Michel. .	6.000
25.	Dejean, née Anne Bartholemy	6,000
28.	Duroc de Fréval, née Marie de Nuges. . .	6,000
	La pension de cette dame est suspendue; la titulaire jouit d'une autre pension.	
32.	Herwin de Nevèle, née Angèle Vander-Maersche.	6,000
34.	Laplace, née Marie Anne-Charlotte de Courty de Romange.	6.000
40.	Saint-Vallier, née Marie-Louise de Mazenod.	6,000
46.	Volney, née Charlotte Jigault.	6,000
50.	Ganteaume, née Pauline-Eugénie Gobert de Neufmoulin.	6,000
52.	Vaudreuil, née Marie-Joséphine Rigaud de Vaudreuil.	6,000
54.	De la Bonninière de Beaumont, née Julie Catherine-Charlotte-Françoise Davout. .	6,000

---

trice qu'il soit à même de mettre en mouvement, c'est sa foi dans l'homme; c'est la conviction qu'il existe dans chaque homme sensible à l'appel de la vérité et de la beauté un fonds de forces inépuisable.

Quel est le premier et le plus grand des commandemens humanitaires?

C'est celui-ci : Faites respecter en vous votre caractère d'homme.

En présence d'un millionnaire, je ne dois pas sentir qu'il est plus riche que moi. Ce que je dois, c'est de lui faire sentir que je ne puis me passer de ses richesses, et que je ne me vendrai pas à l'orgueil ni même au comfort. Qu'il sache que, quand même je n'aurais pas un sou et mangerais de son pain, c'est toujours lui qui sera pauvre en comparaison avec moi.

Et pourtant, du haut de ma grandeur, je m'inclinerai devant une femme, même devant un petit enfant, prononçant une de ces saintes paroles qu'ils disent si souvent, ou faisant un acte moral dont je ne soupçonnais pas encore la possibilité. Il ne suffit pas même de s'incliner, il faut accepter cette parole, cette action comme un ordre; il faut s'y conformer, dût-on changer tout le système de sa vie antérieure.

Les Américains possèdent toute sorte de vertus, excepté les deux vertus théologales : la foi et l'espérance. On peut regarder ces deux mots comme vieillis et hors d'usage en Amérique. On n'en connaît pas même le sens, pas plus que celui des mots *selah* et *amen*, que tout pieux protestant répète tant de fois chaque jour. Il s'agit de comprendre ces deux mots (foi, espérance), de les commenter et d'en faire, autant que possible, le mot d'ordre de notre vie religieuse et politique.

En Amérique, il n'y a pas de religion, il n'y a pas même de foi, et pourtant, chose étrange! il y a un culte national fortement établi : Le culte des écus.

Quant à l'espérance, il a été jusqu'à présent impossible aux philosophes de la détruire. Elle continue de subsister, mais elle n'a rien de théologal. Il serait plus facile de faire concevoir à un Américain l'espérance de pouvoir changer la nature des vents; de convertir, par exemple, Borée aux doux sentiments de Zéphyr, que de lui faire espérer, à cet Américain, la possibilité de changer un marchand en un chrétien.

Les hommes qui manquent le plus de ces vertus théologales sont précisément les théologiens et les hommes vertueux par métier, c'est-à-dire ceux qui parlent le plus de la vertu, les philosophes.

C'est en parlant avec les vrais sages, je veux dire les jeunes gens poètes et excentriques, que le monde appelle sauvages, parce qu'ils ne se sont pas encore laissé brider par la routine ni même par l'égoïsme, c'est en parlant avec ces logiciens-là, c'est dans ces longues conversations où, sans nous écouter l'un l'autre, nous nous entendions parfaitement, que j'ai compris toute la misère de cette génération incrédule d'hommes civilisés, avec leur jeu de casse-tête chinois qu'ils appellent systèmes philosophiques, et leurs châteaux de cartes, auxquels ils donnent les noms pompeux de constitutions et d'institutions.

Et je me suis dit : « Si une idée tombait au milieu de tout cela, si un homme venait, que ne pourrait-il pas faire! »

On se défierait sans doute de l'idée et de l'homme. Les gens du métier, appelés à l'œuvre sociale, ne manqueraient pas de demander à l'idée et à l'homme qu'on leur montrât les modèles de la machine humanitaire future, ainsi que les moyens de l'exécuter. « Voulez-vous, diront-ils, créer un monde moral nouveau? Observez d'abord le vieux monde physique. Appelez les plus grandes intelligences du temps, tous les ingénieurs civiles et militaires de New York, tous les chimistes de New-Orleans, et tous les maîtres de forges de Boston, hommes qui, sans contredit, sont, après Dieu, le plus puissans. Ils vous avoueront qu'ils n'ont pas encore inventé d'instruments ni de procédés pour fabriquer une planète et ses satellites, son atmosphère, son océan, etc.

« Comment prétendriez-vous donc fabriquer un monde » social nouveau, vous qui n'avez pas d'autres instruments » que des hommes sans trempe et des femmes toutes fra- » giles? »

« Braves mécaniciens, répondra un vrai croyant, le monde nouveau dont je parle, ce n'est pas moi qui commence à le fabriquer. Il a déjà commencé. Il existe! c'est l'œuvre d'hommes inconnus parmi les fabricants en gros, comme parmi les politiques, d'hommes nouveaux ou, pour mieux dire, transfigurés par la puissance divine des principes.

La puissance d'un principe ne peut pas être mesurée sur l'échelle des expédiens.

Ce principe, c'est l'enthousiasme. Les annales du monde prouvent que tout grand mouvement humanitaire n'a commencé et ne s'est accompli que par enthousiasme.

Voyez les Arabes, disciples de ce Mahomet qui, d'une petite horde, a tiré l'étoffe d'un empire plus vaste que celui de Rome : ces Arabes ne savaient pas eux-mêmes ce qu'ils faisaient. Le Brave Derar, n'ayant pas d'autre armure qu'un vieux et sale burnous, effraya les cavaliers romains armés de toutes pièces. C'est que Derar était supérieurement monté : Il montait une idée!

Les femmes arabes, enthousiastes comme les anciennes héroïnes, les Clélia, les Martia, les Cornelia, les Jeanne-d'Arc, chassaient, elles, les Romains, devenus raisonnables et conservateurs, comme Appius et comme nos *épiciers* d'aujourd'hui.

Pauvre armée du prophète, sans ambulances, sans intendance militaire, sans fournisseurs et sans vivandières! Il n'y eut jamais de troupes aussi misérables au monde, excepté peut être celles avec lesquelles Napoléon conquit l'Italie.

L'armée du prophète, c'était une véritable société de tempérance. Elle a conquis l'Asie, l'Afrique, la Grèce et l'Espagne. Le bâton de pèlerin que le calife Omar avait l'habitude de porter paraissait dans sa main, comme emblème du commandement, d'une manière plus imposante qu'aujourd'hui le bâton d'un maréchal de France, vainqueur d'une émeute intrà-muros.

Omar dînait habituellement de pain assaisonné de sel; et comme il faisait souvent maigre, il retranchait le sel de son dîner. Il ne buvait que de l'eau. Son palais impérial était construit avec de la boue séchée au soleil. Comme, d'après la loi du prophète, chaque homme est tenu de vivre du fruit d'un travail légitime, le calife, pour vivre, exerçait le métier de briquetier. Chaque jour, après avoir donné des ordres à ses lieutenants et travaillé avec ses ministres, ce monarque socialiste s'enfermait le soir dans son atelier pour mouler des briques. Et notez encore qu'il ne vendait ses briques qu'au prix courant du marché de Médine. Cette habitude de vendre sans marchander nous paraît, de la part d'un monarque, un procédé plus révolutionnaire et plus socialiste encore que son goût pour le travail manuel.

Lorsqu'il quittait Médine, à la tête d'une armée qui devait conquérir Jérusalem, il montait un chameau. Tout son nécessaire de voyage se composait d'une assiette en bois et d'une gourde en cuir, attachées au pommeau de sa selle, ainsi que de deux sacs, l'un rempli d'orge et l'autre de fruits secs.

Nous, chrétiens, qui attendons un meilleur avenir, nous croyons, d'après certains signes du ciel, que le temps est proche où un nouveau soleil s'élèvera sur notre horizon politique et social, surpassant en magnificence toutes les splendeurs de la foi arabe. Ce soleil spirituel, c'est l'amour chrétien. C'est le seul dogme régénérateur des institutions, la seule synthèse philosophique, l'absolu, le mouvement perpétuel, le remède universel, choses réputées impossibles.

L'amour, seul, ne connaît pas l'impossible. L'existence du mot *impossible* que Napoléon voulait déjà rayer du dictionnaire français, prouve le manque de l'enthousiasme et par conséquent de l'amour.

A mesure que l'homme s'avilit et se dégrade, il oublie ce calcul des probabilités et des possibilités, et tombe dans la nécessité et la fatalité. Une action honnête, qu'un citoyen aurait probablement faite, ne lui paraît plus possible quand il est nommé représentant du Peuple : qu'il devienne préfet ou ministre, il en démontrera même l'impossibilité.

Il s'agit donc de remonter l'échelle morale, de s'élever du fond de l'abîme des sentiments ministériels jusqu'à la hauteur consciencieuse d'un honnête paysan, de franchir la distance qui sépare le vieil égoïsme officiel du nouvel amour social.

Les annales de notre passé de tant de siècles ne contiennent que les histoires des égoïsmes nationaux et personnels. Quand on veut trouver des exemples de désintéressement et de charité, il faut les chercher dans les contes po-

164. Soulès, née Angélique-Nathalie-Alex.-Josèfe Danton.	6,000
169. Klein, née Louise-Catherine-Ferdinande Derberg	6,000
Total. . . .	505,000
A déduire, pour les six pensions dont le paiement est suspendu.	64,000
Reste. . . .	441,000

Revue de la Presse française.

Le *Peuple*, dans un article de sept colonnes, nous fait l'histoire de sa création et celle de la *Banque du Peuple*. Après la lecture de cet article, nous restons convaincus d'une chose, c'est que les tracasseries du pouvoir ne font que donner plus de force à ses adversaires. Nous devons donc de sincères remerciments à MM. Barrot et Faucher, ils travaillent autant que nous à la fondation de la démocratie universelle, leurs persécutions contre la presse nous ont déjà amenés à établir la solidarité entre la presse républicaine. Espérons donc que MM. Faucher, Radetzki, Nicolas et autres princes, ministres et généraux amèneront bientôt la solidarité des Peuples.

La *Démocratie pacifique* dans son article: *Hospitalité française* flétrit avec énergie et justice la conduite du ministère envers les réfugiés politiques. Nous sommes heureux de voir la *Démocratie pacifique* aborder cette question. La presse départementale de son côté réclame vivement contre la circulaire honteuse de M. Faucher. Pour mettre nos lecteurs à même d'apprécier la justesse des reproches, nous allons citer un des passages de l'homélie ministérielle aux préfets.

J'ai décidé qu'il ne serait alloué ni subsides mensuels ou quotidiens, ni secours périodiques aux étrangers arrivés en France depuis le commencement de l'année 1848, ou qui s'y présenteraient à l'avenir. Quant à ceux de ces étrangers auxquels des subsides ou secours avaient été provisoirement accordés, ils cesseront de les recevoir après l'expiration du mois d'avril, les dispositions des circulaires des 29 mai et 5 juillet demeurant à cet égard rapportées, et comme telles non avenues.

Vous ferez connaître à ceux qui seront aptes au service militaire qu'ils peuvent contracter des engagements dans la légion étrangère. Enfin vous leur ferez comprendre à tous que, quelle que soit leur résolution, ils n'ont aucun sacrifice à espérer de l'Etat, et qu'ils sont dans l'obligation absolue de pourvoir à leur existence avec leurs propres ressources ou par le travail.

Vous êtes un grand ministre, Monsieur Faucher, vous êtes généreux, à preuve : c'est votre persistance à ne pas dépouiller les pairs et sénateurs et leurs familles des 24,000 francs que leur avait alloués la Restauration. Donner aux riches, refuser aux nécessiteux, n'est-ce pas agir en homme de cœur? A votre retraite du ministère, à notre tour nous proposerons qu'on vous fasse une pension avec les fonds alloués aux réfugiés étrangers, vous aurez bien gagné cette pension, vos préfets mis à la retraite ne pleureront pas sur votre sort, et nous aurons la certitude d'avoir acquis des droits à votre reconnaissance. Nous sommes sûrs, du reste, que l'empereur Nicolas ne vous laissera pas sans emploi, il vous nommera gouverneur des cosaques; serez-vous satisfait, Monsieur Faucher?

Nous lisons dans le *National* les lignes suivantes à propos de la demande de M. Considérant d'un terrain pour expérimenter son système :

Certes, nous déplorons la conduite du gouvernement vis-à-vis des socialistes; mais nous croyons que s'il ne doit pas troubler leur propagande quand elle s'exerce par des moyens pacifiques et qu'elle ne poursuit pas le bouleversement de la société, il ne peut pas se faire le commanditaire de tous ceux qui viendront lui demander des capitaux sous prétexte de réformes sociales.

Nous reconnaissons bien là le *National*. Malgré les quelques articles dans lesquels il laisse percer par-ci par-là quelques tendances libérales, il en revient toujours à son système que hors de ses hommes il n'y a rien de bon. Nous sommes certes bien loin des phalanstériens, mais nous voudrions au moins ne pas condamner leur doctrine sans l'entendre, ne pas blâmer leurs essais sans les voir.

Le *National*, qui nous a fait expérimenter son système sous le *glorieux et paternel* gouvernement Cavaignac, ne veut pas laisser aux autres la même liberté. Au fond de son article nous ne voyons qu'une chose: sa feinte modération tend à conserver de bons rapports avec les socialistes, mais craignant la réprimande des *amis de l'ordre*, il ne veut pas les approuver. Rendez-nous le *National*, vous verrez qu'ils ne manqueront pas de matériaux pour expérimenter leurs idées politiques. Digne *National*, on voit bien que les élections approchent.

Nous lisons dans la *Presse* :

Un seul parmi les hommes de ce parti révolutionnaire s'est constamment montré digne de la position que lui ont faite les événements, un seul a toujours été à la hauteur des circonstances : c'est M. Manin, dictateur de Venise. Celui-là du moins ne s'est pas plus laissé enivrer par le succès qu'abattre par la mauvaise fortune. Il a toujours été aussi modeste, aussi ferme, aussi intrépide. Quand le peuple dont il est l'idole, égaré par de funestes conseils, s'est livré à de compromettantes démonstrations, ou bien qu'il a affiché des prétentions injustes, M. Manin n'a pas hésité : il lui a dit la vérité carrément, et un jour au commencement du mois de mars dernier, que la foule ameutée refusait de se rendre à ses observations, il la chargea résolument, l'épée à la main, à la tête d'une compagnie de la garde nationale.

Nous avons lu avec intérêt et émotion les paroles de la *Presse* pleines de sympathie pour le citoyen Manin, le courageux défenseur de la République de Venise. Nous y trouvons la preuve que les plus dangereux ennemis de la cause populaire pèchent plus souvent par ignorance que par une mauvaise intention. Il y a un moyen de mériter les sympathies ou du moins le respect des réactionnaires les plus habiles. Ce moyen, le citoyen Manin l'a heureusement trouvé : il consiste dans l'énergie qui, quoi qu'on en dise, constitue en elle-même la seule et vraie habileté révolutionnaire. Si les gouvernements révolutionnaires de la Lombardie, de Modène et de Parme avaient des hommes comme le citoyen Manin, ils auraient trouvé en Italie des moyens de défense suffisants et en France de nombreux auxiliaires.

Le sens pratique n'exclut pas l'appréciation des théories. La *République*, qui se rapproche beaucoup plus des idées actuelles que le *Peuple*, apprécie d'une manière toute différente et beaucoup plus rationnelle la position de la femme dans la société. Il y a bien des améliorations à apporter dans la situation des femmes, et à ce point de vue la *République* a parfaitement posé la question. Nous reproduisons de son article les quelques lignes suivantes :

De quel droit restreindre la femme à la famille, puisque, aussi bien que l'homme, elle est intéressée à la défense, aux développements, à la grandeur de la patrie. Placer la mère, la sœur, la fille, l'ouvrière, l'être libre, intelligent, responsable, hors la cité !... Notre confrère en est encore aux vérités vraies en deçà des Pyrénées, fausses au delà. Lui, qui a tant et si bien combattu les politiques avec leurs principes de circonstances, qu'a-t-il fait de son audace? Pour nous, nous ne le blâmons pas d'avoir rétréci le cercle de ses progrès à la destruction du capital; mais nous le blâmons de nier qu'il y ait quelque chose à faire au delà.

La presse départementale lutte toujours avec énergie contre la réaction qui se dresse de plus en plus; elle dévoile au grand jour les menées des agents Faucher et Barrot. Grands hommes! ils soulèvent la réprobation générale.

Le *Républicain de Lyon* se plaint des infâmes manœuvres employées par les royalistes pour triompher dans les élections. Il signale à l'indignation publique comme un des principaux organes de la calomnie, organisée sur une vaste échelle, l'*Echo des Electeurs*, feuille éphémère, déjà célèbre par l'effronterie et le cynisme de son langage.

Il paraît que plus de deux mille citoyens n'auraient pu se faire inscrire sur les listes électorales ; on est allé jusqu'à contester l'inscription des citoyens qui venaient de changer de demeure mais qui étaient domiciliés à Lyon depuis nombre d'années. Jusque à quand laissera-t-on éluder la loi avec une pareille impudence?

Dans l'article intitulé *Avertir ou se taire*, le *Progrès du Pas-de-Calais* pose nettement les principes qui ont jusqu'ici dirigé sa politique :

Vigie toujours debout, dit-il, au poste que nous nous sommes assigné, dès que nous voyons bouillonner la mer, nous signalons le rescif.

Il termine par cette phrase remarquable, empruntée au *Journal du Loiret* :

« Que les électeurs du suffrage universel y prennent » garde : si, attirés par les habiles, si, recrutés par les hom» mes dépossédés de l'ancien régime, ils ramenent les ha» biles et les hommes de jadis aux affaires, *ils ramèneront » avec eux des secousses imminentes et terribles. Les mêmes » causes produiraient les mêmes effets.* »

En présence des candidatures de MM. Guizot et Salvandy, c'est bien le cas de demander en effet : avertir ou se taire, lequel vaut le mieux?

L'*Indépendant de la Moselle* part d'un principe très-juste : c'est que pour reconnaître les hommes sincères et convaincus, il faut rechercher la concordance entre leurs actes et leurs paroles : Malheureusement, suivant son habitude, il en fausse immédiatement la conséquence. Quelle discordance voit-il entre les actions des républicains et leur vote de l'abolition de la peine de mort en matière politique? Il accuse les hommes de la Montagne d'idolâtrer St-Just et Robespierre. Est-ce une raison parce qu'on rend justice à l'idée révolutionnaire d'un homme pour approuver ses moyens d'exécution : autres temps, autres mœurs, c'est une vérité vieille comme le monde, et l'*Indépendant de la Moselle* n'a pas l'air de s'en douter.

Plus loin, le même journal se jette sur le manifeste de la Montagne et s'efforce d'y trouver des contradictions. Il lui paraît étrange qu'on veuille en même temps réduire le nombre des soldats et prêter secours aux Peuples qui auront besoin de la France pour recouvrer leur nationalité. On dirait que l'*Indépendant de la Moselle* ne sait pas ce que c'est que le patriotisme, et qu'il a oublié le temps qu'il faut à un Français pour se transformer en soldat. Il est vrai que le ministère se sert si bien de son armée permanente pour défendre la cause des Peuples qu'il serait vraiment dommage de la lui réduire!

N'est-il pas bien temps, s'écrie la *Gazette du Bas-Languedoc*, que les hommes au cœur généreux et à l'âme droite secouent leur léthargie fatale, et à la propagande du mal opposent la sainte propagande des vrais principes religieux et sociaux?

Voyons un peu comment les *hommes au cœur généreux* (c'est-à-dire le comité de la rue de Poitiers) s'entendent à la propagande des principes qui doivent soutenir la propriété et la famille.

Nous lisons dans l'un des fameux contre-poisons de la *Patrie* :

DIALOGUE.

« *Le socialiste :* Le socialisme est la vérité qui sort du puits.

» *L'ouvrier :* Ah! c'est pour cela qu'il y a tant de *seaux* pour l'en faire sortir. »

C'était bien la peine d'ouvrir des souscriptions pour subventionner les écrivains qui ont d'aussi terribles armes à opposer au socialisme.

ITALIE.

TURIN, 10 *avril*. — On assure que le feld-maréchal Radetzki viendra à Turin vendredi et qu'il y resterait jusqu'au dimanche, 15, pour arrêter les bases de la paix. Les choses doivent être ramenées au point où elles étaient avant la guerre. Les provinces au-delà de la Sésia seront occupées jusqu'au paiement intégral de la somme de cent millions stipulée par lui comme indemnité de guerre. Enfin, une alliance offensive et défensive serait conclue entre l'Autriche et le Piémont.

La *Democrazia italiana*, en rapportant ces nouvelles, ajoute que cette alliance ne pourrait être menaçante que pour la France, qui subirait ainsi la peine de l'abandon où elle a laissé la cause de l'indépendance italienne.

— Le numéro de la *Concordia* arrivé aujourd'hui à Paris est rempli de diverses dispositions du décret du gouvernement de Turin relatif à la réorganisation de l'armée piémontaise.

NOVARE. — On aperçoit un nouveau corps autrichien fort de huit mille hommes. On ne sait comment expliquer cette augmentation de troupes. (*Democrazia italiana.*)

LOMELLINA. — Nous recevons les plus tristes nouvelles de Lomellina. Les Autrichiens pillent, saccagent, incendient le pays; ils outragent l'honneur des femmes. Les choses en sont venues à un tel point que les malheureux habitants, pour se défendre, ont été forcés de tuer quelques soldats. (*Idem.*)

BRESCIA.—Voici la proclamation du général autrichien, à la suite de la prise de Brescia :

« Après le départ des troupes impériales et royales pour le Tessin, la ville de Brescia, *avec une outrecuidance insolente*, se mit en état de rébellion, exerça des violences envers les militaires impériaux et royaux qui étaient restés ici, prit les armes, admit dans ses murs des bandes armées de la province, et fit tous les préparatifs d'une défense obstinée contre les militaires impériaux et royaux.

» Au lieu de se laisser amener par la terreur du bombardement à cesser une conduite insensée et à retourner au devoir, la ville organisa la résistance sous la direction d'un *comité de défense publique*, et par la diffusion des nouvelles les plus absurdes de désastres qui auraient frappé l'armée impériale, la ville s'excitait à une persévérance générale et opiniâtre. Je suis accouru pour soumettre la ville rebelle, et pour la punir de sa rébellion envers le gouvernement impérial et royal.

» Malgré le délai de deux heures par moi accordé à la ville pour se rendre à discrétion, ce délai ne servit qu'à fortifier davantage la défense de la ville par l'érection de nouvelles barricades, et l'expiration du délai a été annoncée par le son général du tocsin.

» Néanmoins je suspendis encore pendant quelques heures l'ordre de prendre la ville d'assaut, espérant qu'elle se désisterait de ce procédé insensé.

» Mais, comme après un court bombardement, sous forme d'avertissement, la soumission n'eut pas lieu, la ville, après une résistance opiniâtre, fut prise d'assaut par *mes vaillantes troupes*.

» Celles-ci, quoique excitées à une grande exaspération par la lutte meurtrière dans les rues, *n'ont pas fait sentir à la ville toutes les horreurs d'une prise d'assaut.*

« ON PORTE A LA CONNAISSANCE GÉNÉRALE CE QUI SUIT :

» 1° Que, quatre heures après la publication de cette proclamation, toutes les armes et munitions de toute espèce doivent être apportées à l'Hôtel-de-Ville et remises aux militaires impériaux et royaux.

» 2° Dans le cas où, le délai accordé pour la remise des armes étant expiré, on retrouverait encore, par suite de visites domiciliaires, des armes ou des munitions quelconques, leur propriétaire, *ou à son défaut le propriétaire de la maison ou son agent sera fusillé.*

» 3° Toutes les barricades doivent être aussitôt enlevées, et le pavé replacé comme il était auparavant. Dans le cas où cela ne serait pas fait à cinq heures de ce soir et de manière à ce qu'il ne reste pas de traces de barricades, les maisons environnantes paieront une contribution qui sera déterminée.

» 4° Les écussons et les insignes impériaux et royaux doivent être remis partout, dans les quarante-huit heures ; en cas contraire, on établira une contribution extraordinaire.

» 5° La ville et la province de Brescia paieront une amende expiatoire *de six millions de livres autrichiennes* 5 millions 150,000 francs) qui, établie d'après l'estimation du cadastre, sera payé par terme mensuels de 500 mille livres chacun, à dater du premier mai prochain.

» 6° La ville de Brescia paiera, en outre, pour tous les militaires impériaux et royaux qui ont été blessés dans cette lutte contre les traîtres insurgés, ou pour les enfants de ceux qui sont morts, une somme de *trois cent mille livres*, payable en trois termes, au 30 avril, 31 mai et 30 juin prochains.

» 7° Devront en outre être rendues, d'après l'évaluation exacte, toutes les sommes qui ont été distraites des caisses publiques pendant cette rebellion ou à cause de cette rebellion même.

» Mes troupes recevront, dans les trente-six heures, un surcroît de *solde d'une livre autrichienne par homme et par jour*, et MM. les officiers, moi excepté, recevront les *diètes* correspondantes à leur grade, et cela à partir du 28 du mois dernier jusqu'au 6 avril courant. L'effectif des troupes sera notifié au corps municipal. Pour ceux qui ont succombé dans le combat, leur quote-part respective sera payée à leurs familles.

» Quant aux personnes qui ont excité et dirigé cette nouvelle trahison scandaleuse, S. E. M. le feld-maréchal comte Radetzki décidera plus tard.

» Brescia, 2 avril 1849.

» Le commandant impérial et royal du 2e corps de réserve, » signé le lieutenant-maréchal HAYNAU. »

Est-il possible de réaliser plus atrocement la maxime du vainqueur barbare : « Malheur aux vaincus ! » C'est peu pour le général autrichien d'avoir livré en pâture à la brutalité de sa soldatesque la plus belle ville de la Lombardie, d'avoir autorisé l'incendie, le pillage, le viol et le massacre, jusqu'à ce que ses dignes sicaires aient été repus et gorgés de sang, il insulte au malheur avec la plus froide ironie. Il trouve que Brescia n'a pas senti suffisamment les horreurs d'une prise d'assaut. Deux mille jeunes gens fusillés de sang-froid, cent trente maisons devenues la proie des flammes, tout cela n'est rien pour M. le général Haynau. Qu'il dise donc ce que la fureur humaine pouvait faire de plus, quels raffinemens de tortures l'imagination pouvait inventer! Quant à nous, nous trouvons que les *vaillantes troupes* du général Haynau ont dignement gagné leur surcroît de solde, et nous doutons même que six millions suffisent pour payer les têtes qu'ils ont coupées et les flots de sang qu'ils ont répandus. Le général Haynau abuse bien durement du droit du plus fort, et si le ciel lui réserve un jour de terribles représailles, nous souhaitons qu'il trouve plus de pitié dans le cœur de ses vainqueurs.

ROME, 5 *avril*. — Grâce à l'activité et à l'énergie déployées par le nouveau pouvoir exécutif, les choses prennent ici une tournure favorable. Chaque jour se forment de nouveaux bataillons, que l'on exerce sans relâche, et bientôt, je l'espère, notre armée sera sur un pied respectable. L'ordre le plus parfait règne partout, et nous n'aurions pas la moindre trace d'agitation si des ordres occultes arrivés de Gaëte ne venaient mettre obstacle à l'élan général. Vous comprenez bien que je veux parler des prêtres.

Nous voici revenus au moyen âge. Employés, soldats, officiers, représentant tout ce qui de près ou de loin se dévoue au salut de la Patrie, tous ceux qui se font ses défenseurs et entendent repousser les troupes autrichiennes, tout cela est voué à l'excommunication. Point d'absolution ni pour eux ni pour leurs familles.

Les foudres que faute de pouvoir s'en servir, on laissait depuis si longtemps sommeiller dans les caves du Vatican, on les reprend aujourd'hui, et contre qui? Contre ceux qui veulent délivrer leur patrie du joug de l'étranger, contre ceux qui veulent arracher le Peuple romain à cette léthargie funeste qui du premier Peuple de la terre en avait fait le dernier et le plus misérable. O Saint-Père! voulez-vous donc ressusciter les abus que vous prétendiez abolir, ou plutôt n'aviez-vous donc qu'un semblant de libéralisme qui n'avait aucune racine dans votre cœur?

Malgré l'espèce de perturbation que jettent parmi nous les prêtres qui ont si longtemps dominé le pays, tout s'arme pour la défense commune, et si quelque ennemi vient nous attaquer, de quelque côté qu'il se présente, nous espérons prouver que nous ne sommes pas indignes de nos pères.

(*Correspondance particulière.*)

TOSCANE. — Dans la séance de la constituante toscane du 2, on a lu la proposition suivante de Guerrazzi :

« En mon ame et conscience, je ne pense pas que le pays puisse être sauvé si l'Assemblée n'adopte pas les résolutions ci-dessous :

» 1° Que les pleins pouvoirs ne soient pas illusoires, et

---

pulaires. L'histoire, c'est l'égoïsme passé; la législation et l'administration, c'est l'égoïsme présent.

Nous souffrons en lisant le récit d'anciennes luttes contre les égoïsmes, qui ont coûté tant de larmes à l'humanité, et nous ne savons pas, nous hommes d'argent, ce que nous dépensons en pure perte pour payer l'égoïsme actuel, législatif et administratif. Que de millions dépensés pour la construction et l'entretien des bagnes et des prisons cellulaires, avec tout leur mobilier, y compris les geôliers, les procureurs et les gendarmes! Et tout cela pour nous préserver du vol!

Or, c'est précisément notre crainte d'être volés qui donne aux gens l'idée de nous voler. C'est nous, bourgeois avares, défiants et peureux, que l'on pourrait accuser en toute justice d'excitation au vol, au meurtre et au pillage; que si nous osions nous fier à notre sentiment d'amour chrétien, il nous aurait défendus mieux que toutes les rondes de la garde nationale et toutes les patrouilles des sergents de ville.

Ce sentiment chrétien ferait plus : il atteindrait le brigand et le voleur dans ce qui reste en dehors de l'action de toute justice humaine, dans sa conscience. Il les ramènerait vers nous, et les forcerait à venir nous offrir, les larmes aux yeux, leurs services.

Mais pourquoi parler des bagnes et des prisons? Observons dans les rues de nos cités et dans l'intérieur de nos maisons ces honnêtes travailleurs que nous appelons ouvriers, hommes de peine ou domestiques : nous vivons dans des rapports continuels avec eux, nous leur parlons, nous avons besoin d'eux, et pourtant nous ne pouvons pas dire que ce sont nos compatriotes, nos connaissances.

Si nous rencontrons dans la rue notre frotteur, nous ne lui demandons pas des nouvelles de sa santé ; si la fille de notre cuisinier a dit une romance de manière à enchanter tous les marmitons, nous n'irons pas l'applaudir : nous réservons notre admiration pour le fausset d'une actrice de renom.

Les élections approchent, et je ne vois pas que l'électeur se soucie de connaître quelle est l'opinion du frotteur et du portier sur la candidature de tel ou tel personnage politique.

Ainsi, après avoir chassé les rois et détruit l'aristocratie, nous continuons à jouer, à l'égard de la classe des travailleurs, le rôle des rois fainéants et des aristocrates féodaux.

On ne doit donc pas s'étonner que nos ménages soient si souvent troublés par des émeutes de cuisine et des révolutions d'antichambre. Toute les fois que nos dames se réunissent en conseil privé, auprès d'une table de thé ou d'une cheminée, vous les entendez se plaindre avec un accent tout à fait ministériel du désordre social qui règne dans leur domesticité. Ce sont des réquisitoires à n'en pas finir contre l'abus du pouvoir de la femme de chambre, ou l'abus de confiance du porteur des billets doux.

Un monsieur et sa dame se sentent au milieu des ouvriers, des domestiques ou des paysans, aussi étrangers que s'ils étaient des réfugiés politiques. C'est pourquoi on a vu déjà et on verra encore plus souvent, dans les élections, les domestiques faire une opposition systématique à leurs patrons, les blouses se coaliser contre les gants jaunes.

On se plaint de tous côtés de voir si souvent les masses populaires se laisser entraîner par des intrigants et des fourbes, au lieu de suivre le conseil des sages, leurs véritables amis.

On croit que le Peuple est ainsi fait. Non, c'est nous qui le faisons tel. Le Peuple ne veut pas être représenté par un lâche doctrinaire, ou par un aristocrate déguisé en républicain. S'il vote quelquefois pour eux, c'est qu'ils prennent habilement les dehors de la générosité et du libéralisme.

Le Peuple ne votera pas longtemps pour ces gens-là : il cherche toujours l'esprit et la probité. Un proverbe des anciens Egyptiens disait que : Le Peuple ne supporte pas longtemps la vue des oiseaux de proie étendant leurs serres en présence des oiseaux sacrés qui cachent la tête sous l'aile.

Voulons-nous sincèrement faire une révolution radicale et socialiste, soyons d'abord nous-mêmes sincères et sociables. Les individualités ne désireraient peut-être pas mieux que de se fondre dans la masse sociale : cette fusion demande de la chaleur, de la flamme.

La fable d'Esope nous dit que : « Un vent froid et violent n'ayant pu arracher à un égoïste son manteau (système de résistance), le doux soleil lui persuada de le laisser comme étant inutile. » Nous devons porter notre foyer moral dans ces mêmes endroits qui sont privés du foyer domestique, c'est à dire chez les pauvres.

Les pauvres constituent réellement la grande majorité nationale. Toute la législation, toutes les institutions qui en découlent ne devraient avoir pour but que le plus grand bien possible de cette classe d'hommes qui est la plus nombreuse. Tout enfant nouveau-né, de parents riches ou pauvres, appartient naturellement à la respectable classe des prolétaires. Commençons par protéger l'enfance. Assurons à chaque prolétaire, c'est à dire à chaque nouveau-né, la possibilité de vivre.

Il ne s'agit pas de déposséder les vieux richards. Tâchons seulement de leur inspirer des sentiments paternels pour la pauvreté. Les riches eux-mêmes en deviendraient meilleurs et plus heureux; car il n'y a rien qui adoucisse et élève le caractère comme le sentiment de la paternité, et il est dans le pouvoir de chaque homme riche, jeune ou vieux, se portant bien ou malade, de devenir père d'une grande famille.

Les membres de la société une fois reconnus comme membres d'une même famille, chacun y trouvera facilement sa part de travail et sa récompense légitime. Un enfant bon croit toujours qu'il est le plus favorisé de la famille. Il se croit le plus aimé, par cela même qu'il est le plus aimant.

Il n'y a donc que les sentiments de famille, il n'y a que l'amour pour le Père commun de la société (notre Père qui est aux cieux) qui puisse rajeunir notre vieux monde moral, faire refleurir la terre.

Triste terre! où tous, en priant chaque jour que le règne de Dieu arrive, nous continuons à servir des royautés ennemies de Dieu, et, tout en invoquant le nom du Christ, nous vivons en véritables païens.

Si nous nous décidions une fois à faire passer notre prière du matin dans les actes de notre vie journalière, quelle immense réforme ne verrions-nous pas s'accomplir sans émeutes, sans discours parlementaires et sans journaux!

L'amour de l'humanité, qui n'est autre chose que le sentiment social, nous expliquerait les antiques allégories des triomphes de l'amour.

Le sentiment social, cet enfant du monde nouveau, bien qu'ayant les yeux encore bandés, finirait par atteler à son char toute sorte d'animaux du vieux monde, se faisant traîner tantôt par les papillons de nuit de la poésie romantique, tantôt par des lions de salons, quelquefois par les limaçons ventrus de la Chambre des députés, ou par les griffons de la Bourse; quelquefois par des serpents noirs, emblème des procureurs de la République.

Eh! si l'amour antique, tout matériel et tout terrestre qu'il fût, a pu opérer de tels miracles dans le monde gréco-romain, que ne pourrait faire parmi nous le réveil du sentiment de cet amour qui a fondé notre société chrétienne, et qui ne cesse de nourrir ses membres les plus influents et les plus actifs, c'est-à-dire les honnêtes gens pauvres, l'amour dont le Christ a été la source et le modèle!

Le jour où l'humanité aura senti le désir de s'élever jusqu'à cet amour-là, ce jour verra finir tous ses maux domestiques, politiques et sociaux. Les ténèbres de l'Univers ne peuvent disparaître que sous l'irradiation palingénésique du soleil universel.

Nous avons assisté hier au concert de Mlle Charlotte Malleville. Disons en premier lieu que la concertante a fait preuve de bon goût dans le choix des morceaux. Nous lui savons gré de nous avoir épargné les symphonies et les concertos de l'école parisienne du jour, pour ne nous faire entendre sur son piano que des chefs-d'œuvre de Haydn, de Mozart et de Beethoven. Nous la félicitons également de nous avoir fait grâce de la romance dite française : il est temps d'en finir avec les *Yeux noirs de ma brunette* et autres airs de même force, qui remplissent les albums de nos faiseurs musicaux, sur des paroles dignes des Vacquerie et des Banville, ces amateurs échevelés de *l'art pour l'art*. Le jeu de Mlle Charlotte Malleville est pur et correct; on lui désirerait parfois un peu plus d'expression; mais le piano est un instrument si ingrat, en fait de sentiment! M. Wartel a dignement secondé la concertante, en chantant de délicieuses mélodies de Weber et de Schubert, et la *Pénitence* de l'auteur de *Fidelio*.

que l'on puisse agir suivant le besoin pour le salut de la patrie.

» 2° Prorogation de l'Assemblée pour un temps déterminé ou indéterminé, avec obligation pour le pouvoir exécutif de ne prendre aucune résolution importante sans la consulter sous peine de trahison.

» 3° Suspension de toute question sur la forme du gouvernement.

» 4° Que les députés restent à Florence à la disposition du pouvoir exécutif, qui les emploiera soit comme commissaires de guerre, soit d'une tout autre manière. »

Pendant toute cette séance, la discussion a été des plus orageuses, sans qu'on pût résoudre la question. Enfin, dans celle du 3, Pigli et Mazzoni, ce dernier membre du gouvernement provisoire, et plusieurs autres députés voulaient qu'on proclamât immédiatement la République et l'union avec Rome ; mais, sur les observations de Socci et d'autres membres, il a été décidé :

1° Que, pour le moment, toute discussion devait être suspendue sur ces deux questions.

2° Que l'Assemblée serait prorogée au 15 avril courant.

3° Que les députés, cependant, ne seraient pas tenus de rester à Florence.

4° Le chef du pouvoir exécutif ne pourra, sous peine de nullité de l'acte et de trahison, prendre de décision sur le sort de la Toscane sans le consentement de l'Assemblée. Il pourra cependant pourvoir aux besoins de l'Etat par l'émissiou de bons du Trésor, jusqu'à concurrence de deux millions de livres, en les hypothéquant sur le Grand-Livre, conjointement avee l'emprunt volontaire décrété par la loi du 5 avril 1848, pour soutenir la guerre de l'indépendance.

SICILE. — Des lettres arrivées aujourd'hui à Paris, venant de Marseille et de Corse et portant les dates des 10 et 11 avril, nous annoncent qu'à Messine plusieurs centaines de jeunes gens ont été emprisonnés lors de la dénonciation de l'armistice. Cette rigueur a été exercée dans le but d'empêcher ces jeunes gens de prendre part à la guerre.

A la date du 5 avril les hostilités n'avaient pas encore recommencé entre la Sicile et les soldats de Ferdinand.

POLOGNE.

VARSOVIE, 5 *avril*.—Une lettre de Varsovie rapporte que les forteresses de Modlin, de Brzesc Litewski, de Demblin et de Zamosc ont reçu dernièrement des garnisons considérables. Modlin et la citadelle de Varsovie forment un dépôt d'armes et de réserve pour 250,000 hommes. On ne paie plus au comptant les fournitures pour l'armée ; les bons, que les propriétaires sont forcés de recevoir, serviront l'année prochaine à acquitter les *nouveaux* impôts.

CRACOVIE, 7 *avril*. — La commission de sûreté publique fait savoir que toutes le compagnies des régiments de Parma et Palombini ont reçu l'ordre de quitter la ville. La commission invite les habitants à rester tranquilles, malgré la diminution de la garnison et malgré le recrutement qui doit avoir lieu. Elle les informe que le militaire a reçu l'ordre de faire feu sur les attroupements qui ne se disperseraient pas à la première invitation.

KALISCH, 6 *avril*. — Les troupes russes se retirent de la frontière prussienne et se dirigent vers la frontière de la Gallicie. D'après une nouvelle ordonnance, le clergé sera obligé de payer un impôt extraordinaire.

HONGRIE.

La retraite du maréchal Windischgraetz à Pesth, le 7 avril, s'est faite à la suite de combats tellement meurtriers, que les Autrichiens ont eu la plus grande peine à se retirer en bon ordre. Ils ont essuyé des pertes très-considérables.

— D'après des lettres de Pesth, le général Gœrgey se trouvait le 7 avril à Neuhausel, à quelques lieues de Komorn.

(*Gazette de Cologne*.)

— La *Gazette de Breslau* rapporte que le général Dembinski a coupé le corps du ban Jellachich, de la grande armée. Une partie du corps du général Schlick a subi le même sort.

— La *Gazette démocratique de Cologne* dit qu'on a reçu dans cette ville la nouvelle que Dembinski a battu les Autrichiens sur toute la ligne et qu'il les a poursuivis jusque sous les murs de Pesth.

D'après les lettres écrites de Pesth même, deux brigades de l'aile droite, commandée par le Ban, ont été anéanties complétement, et les hussards ont pris une grande quantité de canons. Des traînards et des convois de blessés arrivaient à chaque moment de Pesth. La forteresse de Bude et les casernes en sont remplies. Faute d'emplacement, on les dépose à l'entrée des maisons et jusque sur les escaliers. Les insurgés auraient pu prendre Pesth, mais ils ont préféré la tourner et marcher vers Komorn.

AUTRICHE.

VIENNE, 9 *avril*. — On a publié aujourd'hui un nouveau bulletin de l'armée devant Pesth. D'après ce bulletin qui est visiblement écrit dans le but d'amoindrir l'impression d'une défaite, Windischgraetz était *revenu* le 7 avril à Pesth après avoir fait une grande reconnaissance. Vu la supériorité numérique des insurgés, l'armée autrichienne s'était concentrée autour de Pesth, où le maréchal attendait les renforts qui devaient lui arriver.

Ce bulletin démontre jusqu'à l'évidence que les impériaux ont été obligés d'abandonner tout le territoire depuis la Theiss jusqu'à Pesth. Il ne dit rien sur les pertes qu'ils ont essuyées pendant ce combat de trois jours.

— Le *Lloyd* publie une lettre de Bukarest d'après laquelle l'intention de Bem serait de se jeter en Bukovine. Il y recrute la jeunesse sans distinction de nation. Les troupes autrichiennes, retirées en Valachie, seront reconduites par le major Reichetzen dans le banat, à travers Krajova et Orsova.

— Le général Dahlen, commandant provisoire de la Dalmatie et de la Slavonie, a déclaré, le 6 avril, en état de siége les villes de Fiume et de Buccari, de même que le littoral de l'Adriatique de la Croatie. On ne dit pas si c'est avec le consentement du ban ou gouverneur de ces provinces, le général Jellachich.

— Le ban Jellachich a ordonné de former quatre compagnies de Pandoures dalmates qui seront envoyées à Vienne pour y tenir garnison.

— La *Gazette de Vienne* publie un relevé des pertes des Autrichiens pendant la courte campagne contre les Piémontais. L'armée autrichienne a perdu 16 officiers et 437 sous-officiers et soldats tués, deux généraux (Allman et Stadion), 121 officiers et 1,902 soldats blessés. En outre, un officier et 1,070 soldats n'avaient pas reparu le 2 avril.

— Le gouvernement autrichien annonce que Venise est bloquée depuis le 4 avril.

— L'empereur d'Autriche a ordonné d'ouvrir des ehaires de langue polonaise dans les universités de Vienne, de Prague et d'Olmütz.

— La *Gazette d'Augsbourg* a publié une longue lettre d'un officier bavarois sur les opérations du général Chrzanowski. Le plus grave reproche qu'il lui fait, c'est qu'il n'a pas su s'inspirer assez de l'élément polonais qui a si bien réussi en Hongrie. Une défensive bien combinée sur la ligne de la Sesia et du Pô aurait pu opposer aux Autrichiens des obstacles insurmontables.

ÉTATS-GERMANIQUES.

ALTONA, 11 *avril*. — On a reçu aujourd'hui la nouvelle que la brigade de Schleswig-Holstein, sous les ordres du général Bonin, est entrée hier dans la province danoise du Jutland et qu'elle y a occupé la ville de Kolding. Aujourd'hui elle continue sa marche vers Veile.

— D'après une lettre de Francfort, le ministre autrichien aurait reçu de Vienne l'ordre de signifier aux députés autrichiens d'avoir à retourner dans leur patrie, parce qu'ils ne pouvaient plus participer à une assemblée qui, par sa résolution du 28 mars, avait quitté le terrain du droit et de la légalité !

GRANDE-BRETAGNE.

LONDRES, 14 *avril*. — Les consolidés ont ouvert à 92 1|4 pour compte et à 92 au comptant, ils ont atteint le cours de 92 3|8 et à deux heures de l'après-midi ils balancaient entre ce taux et celui de 92 1|4.

Les chemins de fer anglais sont toujours lourds. Dans les chemins français il y a encore une légère hausse, ceux de Paris et de Rouen sont côtés à 22.

DUBLIN, 13 *avril au soir*. — Le procès Duffy a pris un aspect plus animé. M. Butt, un des avocats les plus distingués du barreau de Dublin, a prononcé en faveur de l'accusé un discours très-habile qui a duré plus de cinq heures.

Ensuite est venue l'audition des témoins, et c'est ici que le procès est entré dans sa phase émouvante. M. Meagher, ci-devant rédacteur du journal démocratique irlandais la *Nation*, condamné déjà pour crime de haute trahison et de félonie, a demandé à être extrait de la geôle où il est détenu, pour venir témoigner en faveur de son ami Duffy.

L'apparition du jeune et ardent défenseur de l'Irlande, condamné à une peine infâmante pour avoir aimé la liberté et la patrie, a été saluée par d'unanimes acclamations que le respect de la justice n'a pu retenir.

Les autres amis de l'accusé qu'il avait appelés comme témoins à décharge, se sont tous montrés dignes de la grande cause qu'ils défendent.

M. Stritch, avocat du bareau de Dublin, interrogé par l'avocat-général s'il avait entendu l'accusé prononcer les paroles suivantes : « Que la désaffection irlandaise était indestructible, et que, si elle n'était pas immortelle, depuis longtemps on serait parvenu à l'extirper, » répondit : « *c'est un fait*, mais je ne me rappelle pas si les paroles ont été prononcées. »

Le juge Jackson, frappé de stupeur par une réponse si hardie, demande à M. Stritch « de l'immortalité de quoi avez-vous parlé ; » « de la désaffection irlandaise, Monseigneur, » répond tranquillement le patriote.

Le vendredi, à deux heures de l'après-midi, l'audition des témoins a été achevée et l'avocat général a commencé son résumé ; on doutait que le procès pût être terminé ce jour-là.

RUSSIE.

SAINT-PÉTERSBOURG, 6 *avril*. — D'après un ukase publié le 31 mars, un recrutement de huit hommes sur mille âmes doit avoir lieu dans les gouvernements occidentaux de l'empire. Ces gouvernements sont ceux de la Wolhynie, de la Podolie, de l'Ukraine, de Witebsk et de Mohilew. C'est par conséquent une nouvelle charge exceptionnelle imposée à la noblesse de ces gouvernements qui est polonaise. Le recrutement commencera le 15 mai et il sera terminé le 15 juin.

— L'*Invalide russe* raconte de la manière suivante les dernières vicissitudes éprouvées par les Russes dans les provinces danubiennes :

« Les troupes autrichiennes qui opéraient dans la Transylvanie ont été forcées de se retirer dans la Valachie à cause de la mauvaise tournure des événements. Les détachements russes du colonel Skariatin et du général Engelhardt qui protégeaient leur retraite bien difficultueuse y sont par conséquent aussi retournés, vu que leur présence dans la Transylvanie n'avait pas d'autre but que de secourir les Autrichiens dans la défense d'Hermanstadt et de Kronstadt.

» Nous avons sur ces événements les rapports suivants : Après la prise d'Hermanstadt par les rebelles, les troupes autrichiennes, arrivées devant cette ville, occupèrent, le 15 mars, une position à 13 verstes au-delà d'Hermanstadt, à Heraldsau, sur la route de Kronstadt, et se mirent en communication avec le détachement de l'aide-de-camp colonel Skariatin, qui se trouvait dans le village de Tolmacz.

» Les Autrichiens avaient d'abord l'intention de reprendre Hermanstadt ; mais, dans la nuit du 14 au 15 mars, ils abandonnèrent subitement leur position, et s'éloignèrent.

» Leurs corps principal, composé de 8,000 hommes, avec 36 canons sous les ordres du général Kaliani, se dirigea vers Kronstadt et un détachement de 1,200 hommes prit le chemin de la quarantaine de Rothenthurm pour entrer dans la Valachie. Par suite de cette retraite, il nous fut impossible de rester dans le village de Tolmacz, et le colonel Skariatin marcha avec son détachement jusqu'au défilé de Rothenthurm. Les Hongrois attaquèrent le 16 mars la quarantaine, mais ils furent repoussés. Les forces principales des Autrichiens, poursuivies par les Hongrois atteignirent Kronstadt le 19 après quelques combats-d'arrière-garde.

» En attendant les Szeklers passèrent la rivière de l'Aluta et se présentèrent avec les Hongrois devant la ville. Alors les Autrichiens, n'ayant ni vivres ni munitions, se retirèrent dans le défilé de Temesz. Dans ces circonstances, le général Engelhardt se retira également sans être poursuivi vers les frontières de la Valachie, et notamment dans le couvent de Prediela, où il a laissé passer les troupes autrichiennes et les habitants qui avaient quitté la ville. Les mesures sont prises pour défendre les défilés et les principautés. L'autorité turque a témoigné l'intention de coopérer à la défense des frontières ; aussi un détachement turc se trouve-t-il dans notre corps d'observation. »

NOUVELLES DIVERSES.

Voici, d'après le *Moniteur*, la liste des personnes qui reçoivent, à divers titres, des indemnités annuelles sur le fonds d'encouragement aux sciences et aux lettres :

TITRES DIRECTS. — *Poètes, historiens, critiques, économistes, philologues, savants :* A 2,400 fr. ; MM. Monteil, Pignolet.

A 1,500 fr. : MM. Aubert de Vitry, Ancelot, Barthélemy, Benoiston de Châteauneuf, Cahen.

De 800 à 1,200 fr. : MM. Edouard d'Anglemont, Emile de Bonnechose, Bordas-Dumoulin, Brizeux, Caillaud, Colombat (de l'Isère), d'Argaud, Denne-Baron, Desloges, Paulin Desormeaux, Auguste Desportes, Pierre Didot, Drach, Dupré de Saint-Maure, d'Eckstein, Fœlix, Foudras, Franck-Mordekai, Jasmin, J.-B. Laffite, Lafon-Labatut, Félix Lajard, Magalon, Michel Masson, Alexandre Mazas, de Moléon, Prompsault, Quérard, Jules Sandeau, Adrien de Sarrazin, Sauvo, Savigny, Schœn, Turquéty.

De 200 à 600 fr. : MM. Da-Olmi, Depping, Dubois, Eymery (de Saintes) Fabre de Narbonne, Faure, Ferlus de Sorèze, Genetet, Gouriet, Eloi Johanneau, Magu, Marcellin-Longueville, Paillet de Plombières, Poulotte, Villiers.

Poésie, histoire, romans, ouvrages d'éducation et de morale : De 1,500 fr. : Mmes Ancelot, Colet, née Révoil ; Desbordes-Valmore, d'Eillaux (Charlotte de Sor), Amable Tastu, Mlle Ulliac-Trémadeure.

De 800 fr. à 1,200 fr. : Mmes et Mlles Allart de Méritens, Mlle Batz de Tranquelléon, Belloc, Aloïse de Carlowitz, Emilie Dupont, Augustine Gottis, Lebassu d'Helf, Juliette Lormeau, Elise Moreau, Montpezat, Mélanie Waldor, née Villenave, Elise Voïart.

De 400 à 600 fr. : Mmes et Mlles de Bawr, Louise Dauriat, Dubois, Césarie Farrene, Jenny Legrand, de l'Epinay, Hermance Lesguillon, Louise Touchard, de Sully-Shey.

TITRES INDIRECTES.—De 300 à 600 fr. : MM. Biohat, Jules Chéron, Paul Chéron, Roucher Longuet.

A 800 fr. : MM. Farian de Saint-Ange, Milbert.

De 1,500 fr. à 2,000 fr. : Mmes veuves Caillié, Charles Comte, Darcet, Casimir Delavigne, Dulong, Jouffroy, Mennechet, Charles Nodier.

De 800 à 1,200 fr. : Mmes veuves Ajassan de Grandsagne, Année, Auguis, Barbié du Bocage, Bérard, de Bolly ; Mlle Buchon ; Mmes veuves Caussin de Perceval, de Chéry, Desgranges, Dussault, née de Revel, Alexandre Duval, Ernest Fouinet, Girault-Duvivier, Gœpp, Hommaire de Hell, Lakanal, Legallois, Millevoie, Pelletan, Sanson, Tercy.

De 200 à 600 fr. : Mmes veuves Baudry, née Chazet, de Beauchamp, Cassin, Cavaroz, née Marquer, Chalas, Daire, Mlle Daubanton, Mmes Emeric David, de l'Isle de Salles, Destains, Faure, née Villars, de Fénelon, Fortin, Mlle Hervy, Mmes Kieffer, Laugier, Legay, Lelièvre, née Rotrou, Mercœur, Miel, Molard, Mongez, Parant, Pellet, Reboul, A. Roche, de Rozoy, Thory, Mlle Robert.

De 400 à 800 fr. : Mlles Azaïs, Antonia Benard, Buret, Descartes, Etiennette Dupin, Flauguergues, Cornélie de Lamarck, Lebailly, Lemaistre de Sacy, Mollevault, Roquefort, Victoire Scaliger, Senancour.

HORS CADER : M. His, ancien inspecteur général des bibliothèques, âgé de quatre-vingts ans.

— En vertu d'une décision du ministre de l'agriculture et du commerce, du 24 janvier dernier, un congrès agricole s'ouvrira à Niort, le 24 mai prochain, par les soins de l'association du centre de l'Ouest, formée sous les auspices du gouvernement entre les cinq départements des Deux-Sèvres, de la Vendée, de la Charente, de la Charente-Inférieure et de la Vienne, dans le but de recueillir sur l'agriculture générale de ces cinq départements, et sur leurs intérêts spéciaux et communs, tous les renseignements qui pourraient éclairer le gouvernement et le pays, de hâter le développement des progrès agricoles, et de former un centre d'études et de relations.

Un concours, une exhibition de bestiaux et une exposition des produits de l'agriculture et de l'horticulture auront lieu, à cette occasion, dans le chef-lieu du département des Deux-Sèvres, et des primes et des médailles seront décernées aux propriétaires des plus beaux animaux de races diverses, aux cultivateurs dont les exploitations se feront remarquer par leur bonne direction et leurs succès, aux horticulteurs les plus distingués et aux auteurs des meilleurs ouvrages d'agriculture locale.

Le gouvernement et les conseils généraux des départemens de l'Ouest, convaincus de toute l'importance du congrès de Niort, ont mis, pour contribuer à la solennité de cette assemblée, des sommes considérables à la disposition de l'Association agricole du centre de l'Ouest.

(*Courrier de Nantes*.)

— Les époux Morel s'étaient mariés le 8 juillet 1848 ; le mari avait contracté ce mariage dans l'espérance de dissiper les économies qu'il croyait que sa femme, plus âgée que lui de dix ans, devait avoir. Trompé dans cette attente, Morel, dès le lendemain du mariage, se livra à des emportemens et à des brutalités de telle nature, que sa femme, dès le mois d'août, fut obligée de recourir une première fois à l'intervention du commissaire de police.

Après une séparation volontaire de quelques semaines, la femme Morel eut la faiblesse de recevoirs on mari au nouveau domicile où elle s'était retirée ; mais bientôt elle fut encore en butte à ses mauvais traitements.

Le 17 décembre, Morel rentra vers neuf heures du soir, excité par la boisson, sans être ivre ; il trouva sa femme qui, souffrante depuis quelques jours, allait se mettre au lit. Il l'injuria, se jeta sur elle et lui frappa la tête avec force contre la muraille ; bientôt il la tira du lit et la jeta dans la chambre : là, il la frappa à coups redoublés. « En as tu assez ? Je t'en donnerai tant que sous trois jours je t'enverrai crever à l'hôpital ; mais avant je veux tuer ta sœur et ton beau-frère. »

Au moment où la garde cherchait à enfoncer la porte, Morel redoublait de colère contre sa femme et disait : Ne bouge pas ou je te tue ! Après avoir été conduit au poste, il exprimait sa satisfaction de ce qu'il avait fait et se consolait de ne l'avoir pas achevée, en répétant que, sous trois jours, elle mourrait à l'hôpital.

La femme Morel fut trouvée étendue sur son lit, portant à la tête, au cou, aux bras et dans d'autres parties du eorps de larges ecchymoses ; l'os du nez était fracturé et le sang s'en échappait en abondance ; le nombre et la gravité des blessures indiquaient la durée de cette scène, qui n'avait pris fin qu'au moment de l'intervention de la force publique. Le lit, le carreau de la chambre étaient souillés de sang ; les murs en portaient aussi des taches. L'on remarquait une traînée de sang du lit à la croisée, que la femme Morel avait ouverte pour appeler du secours.

La femme Morel n'a pas succombé à ses blessures ; mais le 12 janvier, jour où elle a été entendue, elle était encore tellement malade qu'elle pouvait à peine se lever quelques heures dans la journée et qu'il lui était impossible de se livrer à aucun travail.

Morel a prétendu qu'il n'avait fait que se défendre contre sa femme.

Il comparaît devant le jury, assisté de Me Mullot, avocat. Déclaré coupable par le jury, Morel a été condamné à la peine de huit années de réclusion.

VARIÉTÉS.

CRITIQUE SOCIALISTE.

BANQUE DU PEUPLE.

En nous réservant le droit de nous occuper un jour sérieusement de la récente manifestation par laquelle le citoyen Proudhon semble avoir voulu prêter des armes à ses adversaires et rendre impossible sa défense par ses amis, nous nous contenterons aujourd'hui de protester contre une de ses vagues assertions, qui pourrait faire croire que la Banque du Peuple a été entravée ou pouvait l'être par le pouvoir.

« On ne discute plus, à l'heure qu'il est, le socialisme ; on n'encourage point ses essais ; *on ne tolère plus ses expériences.* » dit le citoyen Proudhon.

Nous examinerons plus tard les deux premières assertions ; nous nous bornons pour le moment à déclarer que la troisième est plus qu'inexacte.

L'essai de la Banque du Peuple n'a été entravée en aucune manière par le gouvernement : nous disons plus ; le gouvernement bien loin d'agir avec hostilité envers la banque du peuple, l'a regardée et laissée agir avec indifférence, même avec dédain, indifférence et dédain qui étaient la conséquence logique de sa conviction intime sur l'impossibilité de la réussite d'une telle entreprise.

Le langage de la *Presse* dans son numéro d'avant-hier est, à notre avis, l'expression fidèle de l'opinion des hommes qui sont au pouvoir, et de beaucoup d'autres, sur la Banque du Peuple. Il paraît que le citoyen Proudhon, mécontent de cette indifférence du pouvoir à l'égard de la Banque, aurait désiré la mettre sous le coup de la persécution, en la transformant en *résumé de tout le socialisme*. Mais, même après une pareille déclaration, le gouvernement ne s'est pas montré hostile au nouvel essai de réforme économique.

Quant à nous, en particulier, ayant adhéré dans le mois de juin 1848 au projet en question, nous avons cru coopérer à une œuvre de haute utilité sociale, sur laquelle nous avions voulu attirer les sympathies et la protection du gouvernement et de tous les amis de l'humanité. En notre qualité d'étranger, il ne nous convenait pas de prendre part à aucune manœuvre nuisible à l'ordre public et au bonheur d'une nation à laquelle nous sommes lié par les plus profondes sympathies. Depuis longtemps notre nom se trouve inscrit parmi ceux des fondateurs et des collaborateurs des institutions qui honorent le plus la France ; ce n'est pas vers la fin de notre carrière que nous viendrions étourdiment nous mêler de projets réprouvés par le bon sens. Conséquent avec ces principes d'une sage conduite, nous avons déclaré dans l'Introduction de la Banque du Peuple, que « *nous protestions d'avance contre toute critique de source politique, contre toute appréciation en dehors du but humanitaire que la Banque du Peuple se proposait d'atteindre.* »

Bien loin de croire que le pouvoir pouvait jamais avoir des motifs pour persécuter cette institution, nous avons essayé d'obtenir son appui, en recommandant la Banque comme un moyen puissant de satisfaire des besoins légitimes, et de tarir la source des émeutes, qui rendent impossible l'action gouvernementale. A cet effet, et croyant que notre qualité d'étranger independant des partis passionnés pouvait donner quelque poids a nos opinions, nous avons, vers la fin de décembre dernier, écrit une note destinee à être remise à M. le président de la République, et nous l'avons envoyée à un de nos amis, en position de la faire parvenir au chef du pouvoir exécutif, avec la lettre suivante :

« Mon estimable ami,

» Voici la *note* pour M. le Président de la République.

Dans l'état actuel des affaires et des opinions, je crois lui rendre un grand service en lui montrant le moyen d'obtenir une immense popularité de conviction bien plus sûre que la popularité de l'enthousiasme aveugle. L'enthousiasme ne saurait jamais être durable que comme effet ou résultat d'une cause rationnelle. Tel est du moins l'avis d'un homme que sa qualité d'étranger indépendante de toute coterie politique rend impartial.

» *Note pour M. le président de la République.*

» L'urgence d'améliorer la condition des classes ouvrières en France est incontestable. Cette urgence se relie à une autre nécessité impérieuse ; celle de rétablir le travail et l'échange des produits.

» Il faut lier le second problème au premier, c'est-à-dire faire ressortir l'amélioration des classes ouvrières d'une nouvelle activité dans la production et la consommation.

» Les efforts du gouvernement, aidés par la science, ne sont pas parvenus, jusqu'à ce jour, à mettre en harmonie ces deux problèmes ; bien au contraire, tous les systèmes essayés pour résoudre l'un n'ont fait que rendre impossible la solution de l'autre.

» La misère des classes ouvrières s'est accrue simultanément avec les progrès de la richesse publique. Ce résultat déplorable constaté par les économistes est une des causes principales des perturbations sociales. Le progrès de l'instruction parmi les masses détruisant la résignation religieuse est venu leur dévoiler l'idée *du droit* à une part plus considérable de bien-être. Cette tendance générale, surexcitée par les doctrines qui en découlent, rendra les révolutions permanentes.

» Le seul moyen de les étouffer, en anéantissant pour le moment la cause, c'est d'améliorer la condition du Peuple. Alors, le principe de rébellion ne trouvera plus de soldats parmi les classes ouvrières satisfaites du fruit de leur travail. Les révolutionnaires tomberont dans le néant et même dans le ridicule.

» Mais pour satisfaire les justes exigences des travailleurs, qui se trouvent d'accord avec les besoins sociaux, il faut avoir recours à des moyens différents de ceux qu'on a employés jusqu'ici, moyens fertiles en misères et en malheurs seulement.

» La doctrine économique de l'accroissement du capital comme source de prospérité et de bonheur, doit être à jamais condamnée. L'humanité lui doit le *paupérisme* et la *révolte*.

» Puisque le capital s'est rendu coupable des grandes plaies de la société moderne, il faut s'en passer et recourir à un autre moyen de prospérité matérielle. Ce moyen, c'est le travail, appuyé non sur le capital comme jusqu'ici, mais sur le crédit et l'échange mutuel, qui rendront le capital inutile.

» Les classes ouvrières de Paris ont compris de prime-abord, et mieux que les anciens économistes, ce nouveau système d'organisation de la production. Un grand nombre de corporations se sont formées à l'effet de faciliter l'exercice de la nouvelle machine. Elles s'en occupent avec un grand espoir d'améliorer leur situation. Dans leurs réunions, les idées politiques sont reléguées comme très secondaires pour le problème que les associations cherchent à résoudre.

» Si, par bonheur, elles venaient à être secondées dans leurs tendances pacifiques, désormais l'émeute ne trouverait parmi elles que des conservateurs de l'ordre nouveau qui leur procurerait le bien-être, par opposition à l'ordre actuel qui ne leur garantit que la misère. Le gouvernement pourrait alors gouverner sans lutter.

» Mais si malheureusement les tendances pacifiques vers la réforme économique rationnelle n'ont pas l'appui du pouvoir, le malaise des classes ouvrières continuant toujours avec l'impuissance des moyens anciens, le principe fiévreux de la révolte trouvera toujours les masses prêtes à exiger des changements continuels, dans l'espoir vague de se trouver mieux. N'ayant rien à perdre que leur misère, elles ne se laisseront pas intimider par la mort.

» Les classes agricoles, quoique très malheureuses en France, n'ont pas secondé, jusqu'à ce jour, le mouvement révolutionnaire, par cette seule raison qu'elles ont quelque chose à perdre en échange du bonheur vague qu'on leur promet. Lorsque, par une nouvelle organisation de la production et de l'échange, toutes les classes ouvrières obtiendront une récompense équitable de leur travail, sans que celui-ci puisse jamais leur manquer, aucun parti politique ne trouvera d'auxiliaires assez aveugles pour vouloir renverser un pouvoir garantissant l'exercice du travail à tous.

» Telles sont les raisons capitales qui autorisent à réclamer aujourd'hui du pouvoir la protection la plus énergique en faveur d'une réforme économique dans les conditions du travail fondé sur le crédit et l'échange mutuel. »

Dans un autre article, nous exposerons les grandes concessions que nous avons été obligé de faire aux tendances caractéristiques du citoyen Proudhon.

RAMON DE LA SAGRA.

LE RÉDACTEUR-GÉRANT,
EUGENE CARPENTIER.

SPECTACLES DU 15 AVRIL 1849.

THÉATRE DE LA NATION.— Le Prophète.
THÉATRE-FRANÇAIS.—Tancrède, le Jeu de l'Amour et du Hasard.
OPÉRA-COMIQUE.—Le Val d'Andorre.
SECOND THÉATRE-FRANÇAIS.—
THÉATRE-HISTORIQUE.—La Jeunesse des Mousquetaires.
VAUDEVILLE.—Breda-Street, Club chez Mme Octave, deuxième numéro de la Foire aux idées, Riche d'amour.
VARIÉTÉS.—Le Vendredi, Gentil-Bernard, Mignonne, Larifla.
GYMNASE.—Le Bouquet de violettes, Gardée à vue.
THÉATRE MONTANSIER. — E. H., Trompe la balle, le Curé, Titi, la Garde-Malade.
PORTE SAINT-MARTIN.—
AMBIGU.—Louis XVI et Marie-Antoinette.
GAITÉ.—Le Comte de Sainte-Hélène, Griseldi.
THÉATRE-NATIONAL.—Murat.
FOLIES-DRAMATIQUES.—Le Père Lentimèche, Cendrillon, Gibier du roi, un Troupier.
DÉLASSEMENTS-COMIQUES.—C'est ici qu'on ressuscite, la Nuit du 13 mars, Ce qui manque aux Grisettes, Changée en nourrice.
THÉATRE-COMTE.—Première faute, Bureau d'Omnibus.
CIRQUE-NATIONAL—Champs-Elysées.—Ouverture, Soirée équestre.
DIORAMA (Bazar Bonne-Nouvelle). — Vue de l'Eglise Saint Marc.
PANORAMA.—Champs-Elysées.—Bataille d'Eylau.
JARDIN-D'HIVER—Champs-Elysées. — Promenades de jour, Marché aux Fleurs permanent, Cabinet de lecture gratuit Salle d'exposition.—Prix : 1 fr.
SPECTACLES-CONCERTS.—Tableaux vivants.

Imprimerie centrale de NAPOLÉON CHAIX et Cie.